LE SECOND CONGRES DE R.I. VOIR P.6

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

DECEMBRE 76

SOMMAIRE

MENSUEL n°32

2 FR /20fb/1,5fs/50cts.can.

L'ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS

Ce 11 novembre 1976, la paix que célèbrait avec "beaucoup d'éclat" la bourgeoisie, c'est évidemment celle qui, après le traité de Versailles, lui a ramené l'Alsace-Lorraine et permis de consolider, au détriment de l'Allemagne vaincue, sa position de force dans l'arène impérialiste.

En une nuit, le 4 août 14, le monde capitaliste a basculé dans la barbarie. Un demi-siècle de développement organique du capitalisme se terminait en déchaînant sur l'humanité ses shrapnels et ses gaz mortels. Tout le bel édifice bourgeois a été mis en pièces : les engagements de neutralité "bienveillante", les traités de paix diplomatiques et, jusqu'au suprême enseignement évangélique: "Tu ne tueras pas".

La France "républicaine et laïque" s'est battue aux côtés du tsarisme "rempart de la réaction" et "prison des peuples slaves" contre l'Allemagne des "hobereaux prussiens". Elle s'est proclamée fer-de-lance de la "civilisation agressée" et elle a porté la mort et la dévastation de l'autre côté du Rhin, dans les Balkans et les principautés danubiennes. Elle s'est déclarée salvatrice des peuples opprimés" et elle a mis au pillage ses colonies d'Algérie, d'Afrique et du Tonkin pour alimenter en chair à canon sa guerre de rapine. Elle s'est revendiquée des idéaux de 89 mais elle a marché sur la République des Conseils hongrois, et organisé, avec les autres brigands impérialistes, le blocus alimentaire des Soviets russes qui, dans un sursaut révolutionnaire, ont renversé son allié : Nicolas II.

Ce 11 novembre 1976, les combattants auxquels la bourgeoisie tient "à rendre un hommage tout particulier", ce sont ceux qui, à la fois enivrés par le vacarme patriotique et déroutés par l'attitude chauvine de la social-démocratie, sont montés en ligne, par vagues successives, pour la "der des der". A Salonique, il se sont entr'égorgés pour le Bosphore ; sous Belfort et Verdun, ils se sont étripés pour la "reprise" de l'Alsace-Lorraine.

Mais, quand ces mêmes soldats et marins se mirent debout et refusèrent de se battre plus longtemps avec "l'ennemi" -dans lequel leur instinct de classe leur fit enfin comprendre que "l'ennemi est dans notre propre pays !", la bourgeoisie française, conduite par le "radical" Clémenceau fusilla "pour l'exemple".

Ce 11 novembre 1976 coïncidait avec le vote, en Assemblée Nationale, du budget de Défense Nationale grandement amélioré par les propositions de l'opposition elle-même : "La France doit disposer d'une capacité de dissuasion et d'une capacité d'intervention au dehors", déclaration du comité directeur du PS qui a au moins pour elle le mérite de la franchise. Quant au PC, échaudé par la défaite de juin 40, survenue malgré les conseils de réarmement prodigués par Staline à Daladier, le revoilà à réclamer une "défense nationale dotée de moyens puissants et modernes". Cette défense doit être tous azimuts et permettre d'assurer réellement, concrètement, l'indépendance du pays"(Ellenstein).

Parce qu'elle constitue la tendance la plus extrême du capital à l'époque de la décadence et parce que le militarisme devient le mode de survie de celui-ci, la gauche ajoute sa surenchère au choeur accompagnant la politique impérialiste de la France. A la manière de la social-démocratie, elle vote le budget de défense nationale.

Il est donc logique qu'en ces jours de crise, les fractions de la bourgeoisie, en fêtant ensemble la "paix" de Versailles, commémorent l'événement monstrueux qui, après avoir entraîné le prolétariat dans le sabbat guerrier, se termina aux bénéfices de la bourgeoisie.

Mais, ce 11 novembre 1976, les révolutionnaires saluent l'exemple des soldats et marins qui forcèrent la bourgeoisie à arrêter en 18 la boucherie mondiale. Ils savent que le prolétariat, international par nature, peut seul sortir l'humanité de la barbarie guerrière et construire un monde qui ne connaîtra plus de guerres parce qu'il aura détruit le capitalisme.

USA

LA FOIRE ELECTORALE

La foire électorale américaine est terminée : Jimmy Carter, le candidat démocrate succède à Gerald Ford, le président républicain sortant, comme locataire de la Maison Blanche.

Durant les longs mois qu'a duré la campagne électorale, ce n'est pas au travers du flot de déclarations faites de part et d'autre qu'a pu se marquer la différence entre les options politiques proposées par les deux candidats.

Les prises de position des deux adversaires durant toute cette campagne caractérisée par un profond apolitisme n'ont été essentiellement dictée que par le souci démagogique de recruter le plus d'électeurs possible. Si Jimmy Carter dit de son adversaire: "Ford, à mon avis, n'est pas un leader, il n'a jamais eu une vue d'ensemble des problèmes essentiels de ce pays", il déclare par ailleurs de lui-même : "Je ne suis pas un idéologue, et on ne peut jamais dire à l'avance quelle position je prendrai". Réunis dans un même penchant pour les gaffes, Ford et Carter ne sont en fait que de bons produits de marketing destinés à rassembler autour d'eux le maximum de votes et appelés à représenter des intérêts politiques et économiques qui les dépassent. C'est pour cela que, lorsque les observateurs du monde entier veulent juger les programmes politiques des candidats, c'est au "brain-

(suite p. 8)

FRANCE

LA GAUCHE : COMMENT GAGNER LA CONFIANCE DU CAPITAL...

SUITE DE L'ARTICLE PARU DANS LE NUMERO 31

La démagogie de la "relance par la consommation" étant réservée exclusivement à la classe ouvrière, la gauche se doit d'en justifier l'emploi face au patronat : "Compte tenu de l'acuité des luttes sociales dans notre pays, qui est un legs de notre histoire, le prix à payer pour mériter la confiance du monde du travail est particulièrement élevé" (Rocard, au forum de l'Expansion, le 12 octobre). Ceci explique cela, et il ne faudrait tout de même pas que le capital prenne au sérieux les promesses que la gauche ne peut s'empêcher de faire à la classe ouvrière. En effet, non seulement la gauche est capable de contrôler la classe ouvrière, ce qui est sa tâche spécifique, mais elle propose, comme n'importe quelle autre fraction de la bourgeoisie, un programme de rationalisation de la crise actuelle, conforme à la nécessité du capital. Et c'est en cela que la gauche, candidate au pouvoir, doit convaincre le patronat inquiet que tous ses efforts tendront vers la satisfaction des intérêts du capital, quoi qu'elle soit obligée de prétendre par ailleurs. C'est que la démagogie se révèle être une arme à double tranchant : après avoir fait de grandes promesses de relance de la consommation à la classe ouvrière pour 78, la gauche doit convaincre le capital qu'elle appliquera, une fois au pouvoir, une politique d'austérité. A cette fin, elle organise toute une campagne pour rassurer le patronat-campagne qui s'est en partie concrétisée par le forum de l'Expansion- et pour donner, d'ores et déjà, des gages à la bourgeoisie, tout en se ménageant la confiance de la classe ouvrière.

Alors, la méthode pour gagner la confiance de deux classes irréconciliables est toujours la même : pour conserver sa crédibilité, la gauche se partage les tâches entre ses deux principaux composants : PS et PC. Le PS se chargera plus particulièrement de rassurer les patrons, le PC, lui, se chargera plus particulièrement de contrôler la classe ouvrière. Concrètement, le PS tentera de montrer au patronat pourquoi il a tout à gagner aux nationalisations, et le PC fera le tour des entreprises pour tenter de montrer à la classe ouvrière que les nationalisations sont un moment du passage pacifique au socialisme. Le langage pondéré du PS qui se dit lui-même le futur "premier parti de France, donc le premier parti de la gauche" (Mitterrand, au forum de l'Expansion) est bien fait pour rassurer un capital qui veut payer le moins cher possible la confiance du travail ; le PC, quant à lui, a déjà maintes fois manifesté la

(suite p. 2)

AVEC LE PCI : REDOUBLER DE SACRIFICES

"Si vous, communistes, vous êtes au gouvernement, alors nous serons prêts à accepter deux fois plus de sacrifices".

C'est cette parole d'un ouvrier italien que l'Humanité cite fièrement dans son numéro du 3 novembre.

Dans la situation italienne actuelle, où l'économie et l'Etat glissent de plus en plus vers la banqueroute, la collaboration du PCI avec le gouvernement Andreotti pour faire accepter aux ouvriers "deux fois plus de sacrifices" impose de plus en plus sa présence à la tête de l'Etat. C'est cette nécessité que rappelle aujourd'hui le PCI aux secteurs les plus traditionnels de la bourgeoisie : "Sans le PC, on ne gouverne pas".

Aujourd'hui, même le parti social-démocrate de Sarragat, traditionnellement le plus hostile au PCI, envisage comme inévitable la venue au pouvoir de ce dernier, espérant même ainsi qu'il deviendra "démocrate".

De fait, depuis les élections de juin, la situation économique est plus catastrophique que jamais : le dollar est remonté à 900 lires en quelques jours depuis septembre, tandis que les économistes prévoient pour 1977 une inflation supérieure à 20 %. Les feux de la reprise-croupion du 1er septembre 1976 se sont déjà éteints, tandis que les 16 millions de dollars d'endettement et la chute de 20 % des investissements productifs jettent leur lumière blafarde sur le corps gangréné de l'économie italienne. Dans ce climat, l'affolement de la bourgeoisie prend de plus en plus d'ampleur ; tandis que les députés, avec le bruit que les comptes courants allaient être bloqués, se précipitaient à la banque du parlement pour retirer leurs fonds, Andreotti annonçait début novembre qu'il "ne restait plus qu'un mois pour sauver l'Italie de la banqueroute" si la CEE ne débloquait pas de nouveaux crédits. Face à cela, le PCI rappelle à ses pairs affolés que la survie du capitalisme dépend maintenant d'"une économie saine, d'un Etat démocratique efficace, et d'une société ordonnée qui fonctionne".

Cependant, même le PCI et la CGIL n'échappent pas à l'affolement qui paralyse peu à peu la bourgeoisie italienne. Le grand parti anti-ouvrier se heurte de plus en plus à une contradiction insoluble : en affirmant de plus en plus, par la voix de Lama, qu'une "politique d'austérité est nécessaire", et que "ce serait une très grave erreur si notre action pour modifier les mesures d'austérité était interprétée comme le refus de tout effort", il ne fait que rendre de moins en moins crédible son masque "ouvrier" dans le prolétariat, qui, depuis octobre, passant outre les traditionnelles grèves régionales, n'a pas hésité à Turin à faire grève contre les syndicats, descendant dans la rue et bloquant les autoroutes. De même, à Rome, où les cheminots ont bloqué pendant quatre heures la gare centrale.

Face au mécontentement de plus en plus grand des ouvriers, le PCI connaît même une chute d'influence : "les camarades ne viennent plus nombreux aux réunions", constatait dernièrement le chef de la section du PC à Florence. Tout aussi significatif est le retour de Longo à la surface qui, face à la politique de Lama, déclare sans ambages "préférer que notre politique actuelle soit soutenue par un consensus populaire plus fort". Ou plus nettement la centrale syndicale du PCI, la CGIL qui, à la veille de la "grève générale" du 7 octobre, se proposait de "donner aux travailleurs la certitude que le syndicat ne se place pas au-dessus de leur tête".

Le PCI, à mesure que se prolonge sa collaboration avec la D.-C. dans l'opposition et non dans le gouvernement, se trouve à marcher de plus en plus sur une corde raide. En quelques jours, un train de mesures anti-ouvrières ont été prises : augmentations de + 25 % pour l'essence et le téléphone, + 15 % pour l'électricité tandis qu'étaient bloqués les salaires supérieurs à 400 000 lires (soit 2 000 F). Faire accepter aux ouvriers encore plus de sacrifices, en restant en dehors du gouvernement, le leur fait rendre de moins en moins crédible, alors que le chômage touche 60 % des jeunes. Les ouvriers ne peuvent se résigner aux "sacrifices", que s'ils croient encore que l'Etat-providence, en échange de leurs "sacrifices", fera "quelque chose" avec une "équipe nouvelle" plus à "gauche".

Cette situation de désarroi de la bourgeoisie à la recherche de la pierre philosophale capable de résoudre la crise, se manifeste aussi dans ses fractions les plus à "gauche": "Lotta Continua", l'organisation gauchiste la plus importante, qui se proposait en juin dernier "d'aller au gouvernement porter les objectifs et les revendications des masses", connaît une crise sans précédent, tandis que son Congrès s'achevait dans un pugilat général entre "ouvriéristes" et "féministes".

(suite p. 3)

FRANCE

LA GAUCHE : COMMENT GAGNER LA CONFIANCE DU CAPITAL

(suite de la p. 1)

faculté d'adaptation de son langage à la température de la lutte de classe. Ainsi, PC et PS se servent mutuellement de caution en tant que futurs partis de gouvernement qui savent exploiter leurs différences pour augmenter leur influence? Et ils entraînent dans leur sillage, toute une série de partis plus ou moins "à gauche" ; le PSU peut en être considéré comme le meilleur exemple : tour à tour proche des gauchistes et du PS, et parti charnière entre les deux, il s'est, en fait, toujours adapté aux besoins de la gauche et s'en est fait le rabatteur attitré.

Donc, ce sont les divisions mêmes de la gauche qui en font une force politique aussi bien par rapport à la bourgeoisie que par rapport à la classe ouvrière. Il lui reste alors à donner des gages à la bourgeoisie sur la validité de son programme réel et, d'abord, à en fixer le cadre national, celui de toute politique d'austérité. Il lui reste à exalter l'idée d'un capital national et d'une économie bien française qui doit tenter, non pas d'échapper complètement à la crise, mais d'en limiter les effets en la reportant sur d'autres pays. Ensuite, les moyens de cette austérité: les nationalisations, présentées comme une "promotion"... Et, au-delà de ces projets, argument décisif de la gauche, il lui reste ses expériences contemporaines dans d'autres pays européens, et ses expériences passées en France.

le cadre national de l'austérité

L'austérité, en effet, ne peut avoir d'autre cadre que le cadre national : il s'agit, pour chaque pays qui en adopte le principe, de s'en tirer mieux que les autres. La crise mondiale a provoqué une telle exacerbation de la concurrence que les quelques profits réalisés aux dépens d'autres pays enlisent très profondément ces derniers dans une situation sans issue, même immédiate.

Le PC prépare le terrain à cette idée de patriotisme. C'est lui qui a présenté la journée d'action du 7 octobre comme une manifestation pour la survie du capital national. A l'Assemblée Nationale, ce même jour, Marchais déclarait : "Ceux qui servent les intérêts de la nation, ce sont ceux qui se dressent aujourd'hui contre la politique giscardienne", et l'"Humanité" du 6 octobre : "(M. Barre) devrait pourtant se souvenir que la classe ouvrière n'a de leçon à recevoir de personne en matière de patriotisme". Il suffit de lire les récentes affirmations de Marchais qui accuse le gouvernement actuel de brader la défense nationale et qui prône une défense tous azimuts avec une armée démocratique et de masse pour comprendre que, pour le PC le patriotisme de la "Résistance" et de la "Libération" n'est pas mort. Et, comme il a amené autrefois la classe ouvrière à la guerre impérialiste, il l'amène aujourd'hui à la sauvegarde de l'économie nationale.

Quant à Mitterrand, il a présenté au patronat français tous les avantages qu'il aurait à soutenir le programme de nationalisations prévu par la gauche. Il a présenté les nationalisations comme une "promotion" due à l'importance nationale des entreprises concernées, comme une sécurité face aux risques de faillites : nationalisées, les entreprises bénéficieront des commandes publiques et ne connaîtront pas la "réalité tragique qui est celle de la disparition de tous les petits Pechiney qui ne sont pas devenus grands" ; enfin, dans le cadre national de l'austérité, et de l'absorption des entreprises en difficulté par des capitaux étrangers comme à Roussel-Uclaf... Et Mitterrand de conclure : "il faut veiller à ce que (la technique française) reste française. J'observe souvent que ceux qui nous reprochent de vouloir nationaliser s'empressent d'internationaliser".

Après avoir tracé le cadre nécessaire à une future politique d'austérité, il reste à la gauche deux arguments encore plus convaincants : la politique actuelle de certains syndicats ou partis de gauche européens et les expériences passées de la gauche en France.

Si le patronat français a encore quelques doutes, il lui suffira de considérer de quelle façon les syndicats ont, hier et aujourd'hui, brisé les grèves devant l'intérêt "national", de quelle façon la gauche et les syndicats gèrent l'austérité dans les pays où ils sont au pouvoir ou dans les pays où ils en sont proches. Ainsi, M. Bruno Trentin, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie reproche au gouvernement italien d'appliquer une mauvaise politique d'austérité : "Nous ne sommes pas contre l'austérité. Nous pensons, au contraire, que les mesures gouvernementales ne vont pas assez loin, compte tenu de la gravité de la crise économique"... ("Le Monde" du 18.10.76) Le problème de la gauche, ce n'est donc pas de refuser l'austérité en tant que telle, mais de lui "donner un sens": "...grâce à la participation et au contrôle des syndicats, la grande masse des citoyens pourra s'assurer que les sacrifices demandés se traduisent en bénéfices réels, même à long terme, pour la collectivité" (id).

Malgré leurs dénégations, il est faux d'attribuer aux syndicats français ou à la gauche française un rôle différent de celui qu'ils jouent ailleurs. Ce qui diffère, c'est uniquement leur manière de présenter leur politique à la classe ouvrière suivant leur position par rapport au gouvernement. Si, actuellement, Séguy peut encore se permettre de dire : "Il est vain d'attendre de nous que nous souscrivions à de nouvelles mesures d'austérité dirigées contre les travailleurs pendant que les gros privilégiés du régime continueront à s'enrichir scandaleusement... Il est exclu que le gouvernement et le patronat français obtiennent du mouvement syndical des renoncements semblables à ceux qui ont été acceptés dans certains pays voisins", il peut très bien, demain, reprendre les propos du président de la Fédération Allemande du Travail : "Les syndicats allemands se voient comme une partie intégrante et une garantie du système... Je pense que la classe ouvrière allemande est assez raisonnable pour comprendre que les syndicats doivent faire preuve de modération sur le front des salaires". La seule différence entre les deux déclarations tient à une question de période et aux facultés de la gauche de s'adapter aux nécessités de la situation.

la gauche contre la classe ouvrière

De plus, la gauche française peut se prévaloir, auprès du capital inquiet, de ses services passés, notamment après la seconde guerre mondiale. Ainsi, Thorez, au XIème Congrès du PCF, met l'accent sur les "mérites exceptionnels de la classe ouvrière, de la CGT, (du) parti communiste" qui ont permis à la production industrielle de tripler entre janvier 45 et décembre 46. Et de rappeler les actions des artisans de ces progrès: "Le peuple nous a jugés dans nos efforts pour mener à bien le redressement national. Il nous a jugés sans répit contre la réaction qui sabote la reconstruction et veut nous plonger dans le chaos et dans l'anarchie" et : "Nos ministres... n'ont certes pas été inférieurs à leur tâche. Leur oeuvre parle pour eux. C'est sous l'impulsion de Billoux, puis de Tillon, que des pas décisifs ont été faits dans le domaine de la reconstruction... C'est Tillon qui a présidé à la reconversion des usines d'armement, et à la renaissance de notre aviation... C'est Croizat... qui a été le promoteur et le réalisateur de la Sécurité Sociale... C'est Marcel Paul qui a gagné la bataille du charbon et celle de l'électricité...." Et bien d'autres encore... Et Thorez de conclure : "Les hommes du Parti, qui avaient fait leurs preuves dans l'organisation, la direction et la poursuite du combat armé contre les occupants et les traîtres, donnent maintenant leur mesure dans l'organisation de la production et à la direction de grandes municipalités".

C'est vrai, la gauche a fait ses preuves, aussi bien pour faire terminer les grèves que pour amener la classe ouvrière à retrousser ses manches. Elle fait ses preuves en Italie, en Angleterre, en Allemagne...et dans bien d'autres pays européens. Elle s'apprête encore une fois à faire ses preuves en France où elle ne fait en ce moment que préparer le terrain en prévision d'être au gouvernement en 78.

A travers la mise en place de la gauche et la perspective de conditions de vie de plus en plus dures pour la classe ouvrière, se prépare l'affrontement décisif entre deux classes irréconciliables. Dans le passé, en 1919, en Allemagne, la gauche, attaquée par les luttes ouvrières, a assassiné Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht... Ce qu'elle a fait alors que commençait seulement la période de crise mortelle du capitalisme, la gauche le fera encore plus durement actuellement où les assises de la bourgeoisie sont encore plus ébranlées et où la classe ouvrière, si elle veut se battre, devra se donner les moyens de sa conscience. Et c'est de cet affrontement seul que dépendra le sort de l'humanité.

N.M.

GRANDE-BRETAGNE

LA GAUCHE CONTRE LES TRAVAILLEURS

La Grande-Bretagne s'enlise un peu plus aujourd'hui dans la crise : effondrement de sa monnaie, scissions au sein de l'équipe dirigeante, appels désespérés du gouvernement à la "solidarité" internationale ou nationale. Dans ce contexte, les ouvriers recommencent à prendre le chemin de la lutte, et la bourgeoisie s'en affole d'autant plus (voir les appels au soutien à la "patrie" lancés aux travailleurs ou les menaces de troubles sociaux mises en avant par Callaghan pour convaincre les généreux "donateurs" de prêts). C'est dans ce contexte que nos camarades en Angleterre ont diffusé le tract que nous reproduisons ci-dessous, pour dénoncer les pièges que la bourgeoisie place sur le chemin de la reprise des luttes prolétariennes.

Pendant que la livre s'effondre, que le gouvernement va en toute hâte supplier le Fonds Monétaire International de tirer la Grande Bretagne de ce nouveau désastre, les différentes fractions de la classe dominante s'activent à mettre en avant leurs diverses "solutions" à la crise. Les Conservateurs réclament à grands cris des réductions massives des dépenses publiques (sauf de celles de la police et de l'armée !) ce qui signifierait une augmentation immédiate du chômage. Les syndicats et la gauche des Travaillistes, faisant écho à la crainte de Healey qu'une forte augmentation du chômage ne provoque des "émeutes de rue", voient la nécessité d'agir avec plus de précautions. Leur solution est de mettre la Grande-Bretagne en état de siège économique, en étendant les nationalisations et en augmentant les taxes à l'importation. Pendant ce temps, leurs comparses, à l'"extrême-gauche" (Parti "communiste", trotskystes, gauchistes) essaient de pousser la classe ouvrière à soutenir une évolution vers une plus grande mainmise de l'Etat sur l'économie, avec leurs campagnes pour le "droit au travail" et "contre la réduction des dépenses publiques". Quelles que soient leurs différences, toutes ces "solutions" se résument en fait à un seul programme de base : faire travailler davantage la classe ouvrière pour rendre le capitalisme britannique plus compétitif sur le marché mondial.

En attendant, après une des plus calmes périodes qu'on ait vu depuis des années dans la lutte de classe, la classe ouvrière réalise de plus en plus un fait certain : elle a beau se serrer toujours plus la ceinture, elle a beau travailler dur, son niveau de vie continue à se dégrader, à être rongé par le chômage et l'inflation. La grève avortée des marins, les troubles à British Leyland, les grèves et les émeutes de Ford-Dagenham, sont des signes avant-coureurs d'une nouvelle vague de lutte de classe qui tôt ou tard va venir balayer la Grande Bretagne, comme elle a balayé l'Espagne l'hiver dernier et la Pologne cet été. Et, malgré leurs limitations, ces récentes grèves ont été la confirmation d'un certain nombre de leçons essentielles que doit apprendre la classe ouvrière pour que ses prochaines luttes puissent ouvrir le chemin de sa victoire finale.

UN : l'arme principale de la bourgeoisie contre la combativité de la classe ouvrière est le soi-disant "Mouvement Travailliste". Partout dans le monde, le capitalisme a réagi au mécontentement croissant des ouvriers en mettant en avant son aile gauche -ces organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière, et qui sont donc les mieux qualifiées pour confondre, dévoyer et contrôler les ouvriers. En Italie et en Espagne, les partis "communistes" se préparent à jouer ce rôle. En Grande-Bretagne c'est la Sainte Alliance du parti Travailliste et du TUC (Trade Union Congress) qui avait réussi à désamorcer la situation explosive de 74 où le gouvernement de Heath était tombé. Une fois au pouvoir, l'alliance Travaillistes-TUC a utilisé le "Contrat Social" pour limiter la hausse des salaires à 6 £ et établir des réductions dans les dépenses publiques, sans qu'il y ait aucune opposition significative de la part des ouvriers. Aujourd'hui, alors que les ouvriers commencent à résister à nouveau, c'est le "Mouvement Travailliste", depuis le cabinet travailliste jusqu'aux shop-stewards (délégués syndicaux), qui s'attache à rétablir "l'ordre".

-Le mécontentement des marins a obligé le NUS (syndicat des marins) à appeler à une grève nationale, de manière à maintenir la lutte des marins dans les limites du Contrat Social. Mais même les manoeuvres prudentes du NUS furent trop dangereuses pour le TUC pressé de prouver qu'il était un bon chien de garde de "l'intérêt national". Le NUS fut menacé d'expulsion du TUC et a rapidement décommandé la grève sous la pression combinée de ses frères de classe au gouvernement, dans l'opposition, dans les média ou au TUC. Le capotage de la grève laissa les marins dans un état de confusion et d'effarement total.

-A l'usine de British Leyland de Longbridge, les shop-stewards -police syndicale à la base- ont réagi à une série de petites grèves en s'engageant à s'opposer à toute grève sauvage. Pour comble, ils ont engagé les ouvriers à céder aux menaces de la direction de Leyland, qui prévoyait de licencier des milliers d'ouvriers si ceux-ci refusaient de travailler aux chantiers de la nouvelle Mini.

-A Ford, la colère des travailleurs de l'équipe de nuit renvoyés chez eux par la direction après une querelle de portiers a échappé au contrôle des shop-stewards et a abouti à des bagarres avec la police. Le jour suivant, le président du comité des shop-stewards a condamné la violence et a mis en avant la supercherie de la "participation ouvrière" pour empêcher que de telles violences ne se reproduisent à l'avenir.

Tous ces exemples confirment ce que les révolutionnaires répètent depuis 50 ans : les syndicats et les soi-disant partis "ouvriers" n'appartiennent plus à la classe ouvrière. Ils font partie de l'arsenal de mensonge et de répression de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Que ce soit en Allemagne 18-23, en Espagne et en Pologne aujourd'hui ou en Grande-Bretagne demain, c'est seulement en dehors et contre ces organes du capital que la classe ouvrière peut mener ses luttes. Contre les "méthodes légales" et les appels "patriotiques" des syndicats et des shop-stewards, la classe ouvrière doit répondre avec ses propres assemblées générales et comités de délégués dont l'existence sera tournée vers un seul but : la lutte contre le capital.

DEUX : Les travailleurs n'ont pas d'intérêts sectoriels. Les petites grèves locales comme celles de British Leyland mènent rapidement à des impasses. Elles donnent la possibilité aux capitalistes de diviser la classe ouvrière en rejetant le blâme sur " de petits groupes de fauteurs de troubles", en opposant un atelier à un autre, un secteur à un autre, les grévistes à ceux qui sont licenciés à cause d'une telle grève. Avec l'approfondissement de la crise, tous les travailleurs font face à la même attaque de leurs conditions de vie et de travail, et ils doivent répliquer à ces attaques avec ce qui est la seule source de leur force : leur unité consciente. Ceci veut dire qu'il faut généraliser le plus possible les grèves en appelant au soutien actif et à la solidarité de tous les travailleurs. Par dessus tout, les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser par des arguments du genre de "les travailleurs de Leyland doivent défendre leur entreprise contre la concurrence des ouvriers de Ford", etc. Les prolétaires ne possèdent rien, ils n'ont que leur force de travail. Ils n'ont pas d'intérêt commun avec "leur" compagnie, ils n'ont d'intérêt commun qu'avec l'ensemble de leur classe, en Grande Bretagne et dans le monde entier.

TROIS : les ouvriers n'ont pas d'intérêts nationaux. De la même manière que tous les travailleurs britanniques *(suite p. 3)*

RHODESIE

UNE FOIS DE PLUS, LA SINISTRE FARCE DES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE

"La transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore." écrivait Marx dans "Le Capital". Aujourd'hui, on peut dire que l'époque de la crise mortelle du capitalisme est marquée par la lutte sanglante que les blocs impérialistes livrent dans cette même partie du globe -cet immense continent situé au carrefour de toutes les routes commerciales du monde."

(extrait de la brochure du CCI : "Inter-imperialist struggles in Africa)

Depuis que les "libérations nationales" fleurissent dans ce continent, on assiste à une escalade de conflits toujours plus meurtriers qui s'enchaînent à un rythme de plus en plus soutenu. La guerre est permanente en Afrique. Depuis la dernière guerre mondiale quarante trois Etats se sont "libérés". Bien loin de l'image de prospérité qu'on veut donner à ces conflits, bien loin des règlements "pacifiques" ou du "progressisme", la réalité de l'Afrique est celle du monde capitaliste en putréfaction. Frappée par la crise mondiale qui ronge chaque nation, économiquement et socialement, cette zone se change en un gigantesque champ de bataille où s'affrontent tant les intérêts de cliques que les intérêts des nations locales, et où rivalisent les grandes puissances, particulièrement l'URSS et les USA.

Aujourd'hui, c'est l'Afrique australe où fermentent plus particulièrement les intérêts impérialistes. Après l'Angola et le Mozambique, l'Afrique du Sud et ses provinces sont en effervescence : "incidents" frontaliers en Namibie et en Rhodésie (le seul raid du mois d'Octobre a fait plus de trois cents morts), agitation fébrile des grandes puissances autour des deux conférences qui devront régler les problèmes de la guérilla et de l'"indépendance" nationale : Windhoek pour la Namibie, Genève pour la Rhodésie.

la farce macabre des "libérations nationales"

Là encore, on assiste à une levée d'armes de toute la "gauche" en faveur des mouvements nationalistes du Zimbabwe (nom africain de la Rhodésie) ou de Namibie. De "l'Humanité" à "Rouge" en passant par "Libération", on vante leur "progressisme" : "Les Zimbabwéens sont anti-rascistes, et sont occupés de donner au peuple la possibilité d'intervenir directement dans la construction de la future société socialiste" et on insiste sur leur "neutralité en politique étrangère", "leur anti-impérialisme" -(Libération 28-10-76).

En fait de "socialisme", il n'est que de voir les nombreux exemples de féroces dictatures militaires implantées en Afrique. Comme le revendiquait un slogan entendu à Salisbury, le but ultime de ces mouvements c'est "la loi et l'ordre dans des mains noires". Régimes ayant à maîtriser une économie plus que faible, à tenir en main les nombreuses divisions qui déchirent la nation, ils s'appuient sur une dictature aveugle de l'armée. Qu'on cherche un pays où ce "changement" ait apporté un quelconque soulagement à la classe laborieuse! Sans parler de la classe ouvrière qui n'a rien à attendre, là ou ailleurs, d'une dictature démocratique ou militaire du capital en crise, on peut voir la misère dans laquelle est enfoncée toujours plus la paysannerie pauvre de ces pays assiégés par la crise mondiale du capitalisme décadent.

Parlons aussi de l'anti-rascisme et du pacifisme de ces cliques, dont les humanistes se gargarisent tant : dégénérés sans avoir eu le temps de se composer en véritable force sociale, les "mouvements de libération" sont un véritable éclatement d'ethnies, ayant chacune des intérêts divergents, apparaissant dans la concurrence à mort que se livrent les différents "chefs de tribus" : en Rhodésie, elles ont réussi avec peine à se regrouper en quatre fractions, en Namibie c'est la Zwapo qui prédomine, aux dépends des 29 autres "partis" que compte ce pays de 700 000 habitants! Tous les "mouvements de libération" en Afrique se sont terminés par la victoire d'une ethnie sur les autres, victoire qui a été fêtée dans le sang. Pour ne citer qu'un exemple de cette fièvre de justice anti-rasciste qui sévit dans le continent africain : la peuplade victorieuse au Burumdi avait su effacer les discriminations raciales : de petite taille, elle a raccourci les jambes de ses ennemis tribaux, qui avaient le tort d'être trop grands ! En Angola, au Nigéria, en Guinée, au Togo, la liste est longue des massacres impitoyables qui ont réglé les conflits "progressistes" de ces clans, allant jusqu'à supprimer 10 % de la population sous le prétexte de discriminations "entre noirs", ce qui est tout de même moins raciste!

Enfin, parlons de la farce d'indépendance dont nous rebat les oreilles la "gauche" à l'unisson de l'impérialisme "socialiste" du bloc russe : entredéchirés en forces concurrentes, ces mouvements qui hier encore se battaient avec des lances, possèdent tous aujourd'hui des armes sophistiquées qu'ils savent à peine manier, les dernières productions des grandes puissances. Et c'est cela qui fait la réalité de leurs combats : derrière chaque fraction se profile l'ombre des USA, de l'URSS, de la Chine, de la Grande Bretagne, de la France ou autres. Ce qui est vrai de leur indépendance, c'est que, n'ayant pas d'assise économique, ni de tradition politique, ils se vendent au plus offrant, et que rien ne les retient dans leurs changements "d'alliance". C'est bien cette vulnérabilité qui inquiète en priorité l'impérialisme américain, qui doit jouer des coudes pour maintenir sa suprématie. Mais dire, comme "le Prolétaire" que "toutes les défaites du mouvement anti-impérialiste, à Beyrouth ou à Johannesbourg, ont été nos défaites" (tract diffusé en Octobre 76), c'est identifier l'impérialisme aux USA, et c'est s'identifier aux intérêts de l'impérialisme concurrent, celui de l'URSS, participant ainsi aux massacres de prolétaires qui jalonnent l'histoire de ce siècle, avec la bonne conscience de la défense d'un impérialisme plus "progressiste".

Il reste à voir quelle est la réalité de ces massacres, à analyser le niveau auquel cette farce macabre se joue, c'est à dire le niveau mondial des affrontements inter-impérialistes.

l'évolution des conflits inter-imperialistes

Avec l'approfondissement de la crise mondiale, les rivalités d'intérêts entre grandes puissances sur le partage des marchés du Tiers-Monde se font plus féroces : les abcès de la crise commencent à gangréner même les deux "grands", qui ne peuvent plus se permettre de longs et coûteux conflits dans des zones de moindre importance : en même temps que les conflits se font plus courts et plus violents, ils se rapprochent des centres industriels, les forces impérialistes se concentrant dans des zones fortes économiquement ou stratégiquement importantes.

Ces derniers temps, les rapaces impérialistes se sont tournés principalement vers deux zones d'importance :

-le Moyen-Orient, qui regorge de pétrole et qui, vu sa proximité de l'Europe constitue une base stratégique importante,

-l'Afrique Australe, riche en minéraux, située sur la route des supertankers vers le Moyen-Orient ou l'Asie, et qui englobe le pays le plus industrialisé d'Afrique : la République d'Afrique du Sud.

Les deux blocs n'ont pas la même approche pour tenter d'amener ou de maintenir les Etats dans leur zone d'influence : de façon générale, les USA, comptant sur leur force économique, poussent à la stabilisation des conflits, condition nécessaire à la bourgeoisie américaine pour aller démontrer l'intérêt d'une "coopération économique étroite" aux bourgeoisies locales. L'URSS, plus faible économiquement ne peut rivaliser que sur le terrain militaire et alimente toutes les dissensions internes pour tenter une percée dans les bastions américains (cf article : "Après la guerre, les dollars"- RI N°26). Les différentes forces ont appris à mesurer leurs atouts et ces orientations se confirment nettement aujourd'hui :

-Au Moyen-Orient : on assiste à une stabilisation momentanée du dernier charnier libanais, accompagnée d'un renforcement de la position américaine : l'Egypte, la Syrie, la Jordanie sont sous son emprise.

-En Afrique australe, on a pu assister à un renforcement militaire de l'URSS au Mozambique et en Angola : tout le problème de l'URSS est de maintenir sa position, ayant des difficultés à rivaliser devant les offres économiques des USA : le Mozambique, bien que dominé militairement par l'URSS, reste sous la coupe économique des USA par Afrique du Sud interposée (avant la "libération", 70% des échanges se faisaient avec elle, état de fait difficile à changer en un jour), et l'Angola, malgré la présence des troupes cubaines et les visites "chaleureuses" de Neto en URSS, ne crache pas sur les propositions américaines.

En Afrique du Sud, jusqu'ici bastion du bloc occidental, l'URSS tente de mettre à profit les troubles sociaux ou les mouvements nationalistes pour se tailler une brèche, en armant les mouvements nationalistes : la République d'Afrique du Sud, plus forte économiquement, et totalement interpénétrée de l'économie américaine, résiste à cette poussée ; pour y parer, les USA poussent d'ailleurs à un assouplissement du régime pour concilier les divergences des cliques nationalistes aussi bien que parer aux offensives d'un prolétariat surexploité qui risquent de perturber gravement la marche de l'économie (cf article: "la bourgeoisie utilise les luttes raciales contre le prolétariat"-RI N°28).

Par contre, la faiblesse structurelle énorme des pays satellites, Namibie et Rhodésie, constitue une source d'instabilité qui fait craindre le pire aux puissances occidentales, qui se démènent pour trouver une "solution" aux conflits.

des tiraillements au sein de la bourgeoisie

De pourparlers en pourparlers, les puissances occidentales sont parvenues à établir deux conférences qui se déroulent en ce moment, non sans mal : en Namibie, les participants s'insultent jusqu'à en venir aux mains, et à genève, Smith quitte la Conférence en protestant contre la "stupidité des nationalistes", tandis que les nationalistes en question discutent de leurs éternels désaccords et que la Grande-Bretagne et les USA leur font miroiter des dollars.

Le régime Smith donne bien du souci aux USA : après des mois de discussion, voilà qu'il enfonce un coup de poignard dans le dos de la diplomatie américaine en lançant un raid contre le Mozambique, en pleine conférence, "pour lutter contre la guérilla", compromettant ainsi le fragile équilibre auquel étaient parvenues les négociations. l'URSS n'attend que l'échec de la Conférence pour pousser son pion en avant, la Zipa, aile "radicale" du mouvement nationaliste, chose qui lui sera plus difficile si un nationaliste, même modéré est mis à la tête de l'Etat rhodésien.

Là encore, on voit à quel point la bourgeoisie n'est pas une classe homogène, et combien les intérêts divergents de ses fractions peuvent entraver la bonne marche de ses manoeuvres:

D'un côté, la bourgeoisie archaïque qui soutient le régime Smith, se sentant menacée, est prête à jouer le tout pour le tout : bourgeoisie de petites entreprises et d'agriculture coloniale, elle ne tient pas à perdre les privilèges que lui soutirerait un Etat moins lié à ces intérêts qui, sous la nécessité de la crise, serait amené à concentrer plus l'économie.

De l'autre, la bourgeoisie des grandes entreprises a compris la nécessité d'un changement de régime pour assurer le maintien de l'économie et de l'ordre social, et se précipite à la Conférence pour discuter des modalités d'application des nationalisations avec les futurs dirigeants. Celle-là préfère en effet les négociations aux troubles qui ne lui ont amené que des déboires :troubles sociaux décourageant les investissements, fermeture de la frontière Mozambicaine (où passait l'essentiel de la production rhodésienne, le Mozambique étant son plus court accès à la mer), sanctions internationales.

Encerclé de toutes parts, le régime Smith n'a guère de chances de survivre. L'armée, sur laquelle il repose, dépend, pour le ravitaillement en armes et munitions, de l'Afrique du Sud qui a condamné le raid en le qualifiant "d'acte extrémiste visant à perturber la conférence". Les pays de première ligne ont évidemment aussi condamné le raid, le Mozambique s'est déclaré hostile à "toute internationalisation des conflits", et la GB, la France et les USA ont menacé de sanctions.

Conflits de cliques, rivalités entre détenteurs du capital, manoeuvrés par les intérêts des grandes puissances, telle est la réalité de tous ces mouvements de "libération nationale" en Afrique ou ailleurs. Ceux qui les circonscrivent à un niveau local ne font que fermer les yeux sur la réalité de la guerre permanente entretenue par le capitalisme en crise. Dans une période où le capitalisme tendra de plus en plus à généraliser cette guerre, ceux qui prennent position pour une de ces parties, prendront de plus en plus ouvertement position contre le prolétariat, participant à son embrigadement derrière un quelconque de ces négociateurs de chair à canon.

D.T.

GRANDE-BRETAGNE

LA GAUCHE CONTRE LES TRAVAILLEURS

(suite de la p. 2)

font face à la même classe ennemie, les ouvriers de la terre entière mènent la même lutte contre l'exploitation.En Russie comme en Chine, en Italie comme en Grande Bretagne, le capitalisme est frappé de la même crise et partout les gouvernements appellent les ouvriers à travailler plus pour la gloire de "leur" patrie. En Grande Bretagne le "Mouvement Travailliste" et le reste de la bourgeoisie prétendent que les travailleurs doivent cesser de lutter pour la défense de leur niveau de vie, que leurs grèves ne font qu'aggraver leur condition, qu'ils doivent se ranger derrière "leur" entreprise et "leur" pays pour sortir de la crise. TOUT CELA EST UN MENSONGE. LE CAPITALISME N'A PAS D'ISSUE FACE A LA CRISE. La bourgeoisie veut que la classe ouvrière cesse sa lutte parce qu'elle veut lui extirper le maximum de profit et être ainsi plus compétitive face à ses rivaux sur le marché mondial. Mais, parce que le marché mondial est trop étroit pour absorber les marchandises de toutes les économies nationales, cette compétition accrue ne peut mener que là où elle a déjà mené en 1914 et en 1939 : à une autre boucherie impérialiste. Les massacres au Liban aujourd'hui ne sont qu'un avant-goût du sort que le capitalisme réserve à la terre entière.

TRAVAILLEURS ! Le capitalisme n'a pas d'avenir à offrir si ce n'est un avenir de privation et de guerre. La seule réponse possible aux appels capitalistes au patriotisme et au travail est une lutte de classe sans compromis. C'est seulement en luttant ensemble pour leurs propres intérêts de classe que les travailleurs seront capables de développer leur force, leur confiance et leur conscience qui leur permettront de mettre en avant la solution prolétarienne au déclin du système capitaliste : la destruction de l'Etat capitaliste dans tous les pays, le pouvoir international des conseils ouvriers, la construction d'un monde sans crise , sans nations et sans classes.

LAISSONS LA CLASSE DOMINANTE TREMBLER DEVANT LA REVOLUTION COMMUNISTE. LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES. ILS ONT UN MONDE A GAGNER. PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

WORLD REVOLUTION
Section du C.C.I. en
en Grande-Bretagne.

ITALIE

AVEC LE PCI : REDOUBLER DE SACRIFICES

(suite de la p. 1)

Dans ce pourrissement généralisé de l'économie et de la classe capitaliste, il appartient au prolétariat italien de donner maintenant comme en 69 sa réponse à la crise : la lutte de classe à outrance. Alors que les USA semblent se résigner de plus en plus à tolérer au gouvernement le PCI, aux mots d'ordre du PCI : "une économie saine, un Etat démocratique efficace, une société ordonnée qui fonctionne", le prolétariat d'Italie, comme partout ailleurs, ne peut que donner sa propre réponse de classe: contre le redoublement des "sacrifices", la destruction de l'économie capitaliste, la destruction de l'Etat démocratique, la destruction de l'ordre social capitaliste

Ch.

"ALLONS Z'ENFANTS"... AU COMMUNISME

Devant le parti roumain, Ceausescu, son secrétaire-président, vient de rappeler que, dans le domaine culturel, il fallait appliquer une ferme politique inspirée du "marxisme-léninisme". Conformément donc à la ligne culturelle définie au XIème Congrès de novembre 74 "les maîtres de l'enseignement pré-scolaire devront cultiver chez les jeunes esprits l'amour de la patrie, du parti et du peuple".

Ce projet, commun à tous les pays, mais encore plus à l'ordre du jour dans ceux à économie fragile, reflète bien les difficultés économiques et sociales de la Roumanie qui a décidé de relancer la guerre contre le "parasitisme".

Depuis plusieurs générations, avec la montée de la crise mortelle du capitalisme, existe dans presque tous les pays, un mouvement scout, laïc ou confessionnel, "tentative d'empoisonnement de la jeunesse par les idées bourgeoises nationalistes" comme le disait si justement le IIIème Congrès de l'Internationale Communiste. Parce qu'il a su émasculer la tendance spontanée à la révolte de la jeunesse, et parce qu'il a su dévier sa tendance potentielle à adopter les idéaux révolutionnaires sur le terrain nationaliste, ce mouvement s'est étendu à l'univers entier.

Si, en Roumanie, comme en Chine ou à Taïwan, il y prend cette forme dernière, c'est bien parce que, dans toute cette série de pays, la classe dominante sent le sol se dérober sous ses pieds.

Toute forme d'activité indépendante de la jeunesse bannie, on aura "en vue d'englober, dès l'âge tendre, les enfants dans le processus d'éducation communiste". Assurément, un pays qui militarise, à partir de quatre ans, la jeunesse dans l'organisation para-étatique "les faucons de la patrie" a atteint un degré de barbarie semblable à celui qu'on qualifia de "fasciste" : l'Allemagne.

Il est connu que l'éducation prépare aux tâches de citoyen conventionnel qui produira consciencieusement sa part de plus-value. Aussi, plus l'Etat a le contrôle absolu de la jeunesse, plus facilement et plus tôt se fait l'apprentissage de la soumission sociale qui rendra l'ouvrier particulièrement sensible aux intérêts de "sa" patrie.

Avec la crise, l'Etat se fait plus envahissant, ne laisse rien au hasard. Il ne peut à la fois avoir entre sa poigne les rênes de toutes les branches de l'activité économique et permettre la "libre entreprise" familiale dans le domaine éducatif. Un plan quinquennal, ce n'est pas seulement x millions de tonnes de ciment , d'acier et de fonte: c'est aussi x ingénieurs, x économistes, x médecins, x flics.

Déjà, Engels disait que le système éducatif en vigueur chez les bourgeois visait à faire de leurs rejetons "des caniches aux belles manières onctueuses," ce qui semble en-deça de ce que recherche le "communisme national" roumain. Les futurs prolétaires, il les veut calibrés sur le type du molosse capable de remplir, à divers stades de sa vie, les fonctions d'enfants de troupe, de miliciens et de mouchards dans l'usine.

La presse bourgeoise, en rapportant ces mesures, n'a pas élevé de doute sur leur efficacité ni sur leur légitimité. Seulement, elle a semblé s'effrayer pour l'avenir de la famille dans les pays "communistes", alors que toutes les raisons d'espérer existent làdessus. Tant par le fait que, déjà, celle-ci est assujettie à l'idéologie dominante, et qu'il faut devenir bon ouvrier pour améliorer la situation familiale, acune attaque de l'Etat n'est à craindre contre les destinées "éternelles" de la famille. Elle reste protégée de sa propre dissolution par l'appareil d'Etat qui a charge de veiller au bon renom moral de la patrie roumaine.

Il y a deux millénaires, la familia des esclaves romains appartenant à un seul et même propriétaire existait ; aujourd'hui le "communisme" roumain consacre et sanctifie la famille. Seule différence, la constitution gentilice ne tenta jamais de faire passer qu'aristocratie et plèbe entraient, ensemble, dans le royaume du communisme, comme le prétend Ceausescu.

Et il en va de la famille comme de la religion, cet autre pilier de l'édifice qui repose sur la scission de la société en classes rivales. Ayant uni le père et la mère dans cette institution qui bénit la situation d'infériorité de la femme et des enfants vis à vis du chef de famille, l'Eglise a trouvé sa consécration profane dans le fonctionnarisme d'Etat.

Ainsi que l'ont pensé de tous temps les classes privilégiées dans l'histoire, "il faut une religion au peuple" car la religion soutient toujours l'autorité en place, quand bien même il lui faudrait marchander. Si l'Eglise peut renforcer dans un Etat "communiste" son emprise anscestrale sur le "peuple travailleur", le culte des valeurs qu'il prône, par l'intermédiaire de ses rouages, lui vaudra de vivre en "odeur de sainteté" auprès de l'Eglise, "notre mère à tous".

Combien l'on exalte dans un climat d'hystérie nationaliste -qui prohibe et met au pilon des centaines d'ouvrages littéraires et fourre leurs auteurs en prison- la grandeur de la patrie roumaine, c'est ce que nous entendons de mille façons. En vue de retracer en une grande fresque "l'épopée nationale" depuis les temps reculés des Daces jusqu'à la lutte anti-fasciste contre les chemises vertes de Codreanu et les légions de la garde de fer de Sima, le ban et l'arrière ban de l'intelligentsia ont été réquisitionnés. Le théatre donnera le "Chant de la Roumanie", le cinéma traitera le thème de la lutte anti-fasciste, les sculpteurs élèveront des monuments à la mémoire des héros de la patrie... le tout à l'abri "des influences néfastes de l'étranger".

En général, lorsqu'une forme de société, met, par la rigueur de ses lois, autant de soins à s'isoler, c'est qu'elle tente artificiellement d'empêcher que les antagonismes qui la travaillent n'aboutissent à son éclatement. Pour demeurer au nomadisme, la tribu arabe des Nabatéens interdisait la culture et la fixation de l'habitat ; la législation de Moïse tendait à conserver à la société son cadre agricole et pastoral, etc.

Que l'on compare l'enfermement étouffant dans lequel se place la Roumanie avec le besoin d'air frais et de lumière ressenti par toute classe montante, et on situera mieux les choses. Quand, dans les années 1830-40 la bourgeoisie roumaine, ayant compris le caractère irréversible de la décadence ottomane, voulut mettre le pays sur la voie de l'indépendance nationale et du progrès économique, c'est un véritable culte qu'elle consacre à la raison, à la toute puissance de l'éducation, à la liberté de conscience. Si tardive qu'ait été l'éclosion des Lumières roumaines, elle représentait toutefois un courant révolutionnaire devant lequel le "marxisme" roumain n'en paraît que plus réactionnaire.

Si la classe dominante ressuscite et nourrit jusqu'à l'outrance, les éléments du passé, c'est bien qu'elle est une classe bourgeoise : "Dans la société bourgeoise, le passé domine le présent" disait le "Manifeste" et, nous pourrions ajouter:"La tradition de toutes les générations passées pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants" (Marx)

Pour le secrétaire-président du parti roumain, l'Etat existe de toute éternité, et le communisme ne peut se passer de lui. Le voilà donc dirigeant un Etat "communiste" qui, de surcroît, projette la promotion de l'"Homme Nouveau", en l'envoyant, entre deux gendarmes, sur le chantier destiné à ouvrir un canal entre le Danube et la Mer Noire. Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, que les staliniens et leurs pareils répètent cette présentation périodique de l'"Homme Nouveau" tout en écrasant, chez le prolétaire aliéné, qu'ils exploitent sanguinairement, le germe de la prise de conscience de cette perte.

Voilà pourquoi ce portrait djanoviste parut digne de foi aux pères jésuites lorsqu'en 36 Staline en jeta des milliers sur ... le marché du travail avec son Stakhanov, "émérite" forçat du travail.

Par définition, l'"Homme Nouveau" est celui qui produit et reproduit ses conditons d'existence dans une société sans classe ni Etat. Il épanouit toutes ses facultés personnelles parce que la société, qui a surmonté la contradiction entre forces productives et rapports de production, produit en abondance pour la pleine satisfaction des besoins de l'espèce humaine. A tous points de vue, l'apparition de l'homme nouveau est le signe de l'extinction définitive de l'Etat car "là où est l'Etat, il n'y a pas de liberté" (Marx). L'Etat, qui étouffait la personnalité a été renversé par les prolétaires, ce qui fait, qu'après une série de transformations en profondeur, les hommes font librement et consciemment leur propre histoire sans contrainte.

Voit-on apparaître cette société idéale débarrassée de tout conflit, de l'"assomoir" et de l'"opium du peuple"? Voit-on surgir de la boue du capitalisme les éléments de l'Homme Nouveau en Roumanie ? Au lieu d'une image de ce que l'homme socialiste pourrait être, on a celle d'un homme aliéné par le salariat , du héros productif réifié par la division sociale du travail. Vivant reflet de la réalité concrète, l'homme qui vit en Roumanie est celui qui peine pour arracher son pain quotidien, qui se soumet à l'influence du pope dans la recherche illusoire d'un apaisement à ses souffrances. Il prie devant les "saintes icônes", et il boit.

C'est un homme dont les instincts grégaires sont exploités pour l'amener, devant les assemblées de citoyens, dans les communes ou quartiers, à dénoncer les "parasites" qui n'ont pas fait leur "devoir d'honneur" de fournir un "travail utile". Le pouvoir, la crise s'aggravant, essaiera de faire de lui l'homo lupus" de la décadence capitaliste qui fit exploser, à plusieurs reprises, cette poudrière danubienne, couvrant de cadavres humains les plaines du Banat et rougissant du sang du Turc, du Russe et puis de l'Allemand les eaux du Danube. S'il est promis à vivre ainsi, c'est que toutes les contradictions inhérentes au capitalisme pèsent de leur lourde chape sur la Roumanie, malgré les dires des histrions staliniens.

Qu'il ne puisse pas vivre autrement n'est que le résultat du non accomplissement de la Révolution mondiale. Pour l'exacte raison que le monde nouveau ne peut s'édifier qu'à l'échelle planétaire, l'homme du futur est impensable à l'échelle d'un seul pays. Cette "génération grandie dans les circonstances sociales nouvelles, libres, en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat" (Engels) aura le monde entier pour déployer toute son énergie sociale.

Une fois encore, les conditions d'apparition de l'"Homme Nouveau" sont soudées à la destruction du capitalisme comme système économique mondial dans la division et l'opposition impérialiste des diverses nations. Si l'on peut imaginer l'embryon de l'homme nouveau dont l'évolution dépend du triomphe de la révolution mondiale, on peut dire avec certitude à ce sujet que la politique roumaine n'en constitue que la méthode abortive.

La jeunesse de tous les pays en guerre qui, hier, avait reconnu dans la Révolution russe son idéal révolutionnaire et son aspiration à un monde sans violence ni exploitation se réveillera demain à la vie politique si ce n'est déjà fait, dans ce que l'Etat roumain appelle avec mépris l'"hooliganisme".

R. C.

VIE DE L'ORGANISATION

publications du C.C.I.

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St. (USA)

P.O. Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME (Belgique)
B.P. 2
Etterbeck 4
1040 Bruxelles

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggioro
Casella Postale 85/6
35100 PADOVA

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
B.M. Box 869
LONDON WC IV 6XX

REVUE INTERNATIONALE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du journal et 4 numéros de la "Revue Internationale" :
France .... 40 F
Etranger .... 60 F
Hors d'Europe par avion .... 80 F

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements
1 an (12 numéros)......... 20 F
6 mois (6 numéros)........ 10 F

REUNIONS PUBLIQUES

Révolution Internationale organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Nantes, Rouen, Toulouse.

-à Paris, la prochaine réunion publique se tiendra le samedi 4 décembre sur le thème : la nature capitaliste des pays de l'Est, à 17h au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage), Paris 13ème. La suivante se tiendra au même endroit, à la même heure, le samedi 8 janvier sur le thème : crise de reconstruction ou crise mortelle du capitalisme.
Des permanences ont lieu tous les samedis au même endroit, à 17 h.

-à Marseille, la prochaine réunion publique se tiendra le vendredi 17 décembre, à 20 h., salle Lacordaire, sur le thème "le gauchisme". Des permanences ont lieu tous les deuxième et quatrième samedis du mois (celui du 24 décembre excepté) au même endroit, salle Lacordaire, 30 rue Ste Victoire, de 18h à 21h.

-à Toulouse, la prochaine réunion publique se tiendra le vendredi 17 décembre sur le thème : la situation internationale, à la cité universitaire de l'arsenal.

-à Bordeaux, la prochaine réunion publique se tiendra le vendredi 17 décembre, à 21h., sur le thème: la situation en France, au café Victor Hugo, cours Victor Hugo.

-à Nantes, la prochaine réunion publique se tiendra le 15janvier à 17h. au 3, rue amiral Duchaffault, salle 89. Le thème n'est pas encore fixé.

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

56 : LA TRAGEDIE DU PROLETARIAT HONGROIS

Des trotskystes aux anarchistes en passant par Socialisme ou Barbarie, de ses composantes prônant "l'autogestion" à ses tendances "conseillistes", la plupart des courants gauchistes ont commis une abondante littérature sur les évènements qui se sont déroulés en 1956 en Hongrie. Dernièrement encore, des journaux tels Rouge, L.O, Libération, firent chorus avec France-Soir et le Figaro pour "commémorer" ce que tous ont appelé "la révolution hongroise".

Quand on sait que cette explosion sociale prit partout la forme "radicale" de "conseils ouvriers", on peut s'interroger sur les raisons de cette débauche d'engouement. Notre tâche de révolutionnaires n'est pas de s'enthousiasmer sur des formes, mais d'analyser les causes de la défaite tragique du prolétariat en Hongrie.

la démocratie des tanks

A la fin de la guerre, dans les territoires "libérés" de l'Europe de l'Est, n'intervint aucun bouleversement majeur du personnel politique en place. C'est à travers l'occupation militaire soviétique que les différents PC insérés dans divers "fronts nationaux" exercèrent une pression de plus en plus forte sur l'appareil d'Etat. Ils en prirent progressivement le contrôle effectif jusqu'au moment où ils purent installer des régimes staliniens dans toute leur rigueur. C'est fondamentalement sur le terrain économique que se marque la domination de l'Etat soviétique.

Dès l'instauration du COMECON, en 49, constituant un marché "d'échanges privilégiés" où les privilèges sont à sens unique, l'Etat russe peut écouler sa production en la vendant à des prix nettement supérieurs à ceux en usage sur le marché mondial tout en se procurant des produits manufacturés à des sommes dérisoires. Dans les pays "vaincus" ayant collaboré avec les puissances de l'Axe, cette domination fut poussée jusqu'au démontage de certaines usines et à leur transport avec leurs ouvriers en URSS où elles étaient reconstituées. Alors que le pillage systématique des produits et des ressources de ces pays entraînait une surexploitation et l'exigence d'une productivité sans cesse accrue de leur prolétariat, ce brigandage impérialiste marquait bien les conséquences des accords de Yalta, partageant le monde en "zones d'influence". Toutefois, avec le rapport de Khrouchtchev au XXème Congrès du PCUS, apparurent les prémices d'une politique de "détente" entre les blocs rivaux, reflet de la nécessité pour l'URSS et ses pays satellisés de s'ouvrir davantage vers le marché mondial. Cette volonté à vernis de "déstalinisation" fit espérer aux prolétaires des pays de l'Est un desserrement du contrôle de l'appareil d'Etat et un certain "relâchement" de leur exploitation. En même temps, une partie de la bourgeoisie nationale lorgnait de plus en plus vers la "neutralité" du "modèle yougoslave" sous l'influence du mirage qu'était la constitution d'un troisième bloc offert par la Conférence de Bandoung en avril 55 où la bourgeoisie de 25 pays sous-développés, sous la houlette de l'Inde et de la Chine, tentait de concrétiser leurs aspirations à se dégager de la tutelle de leur bloc.

Chaque capital national encore dans l'élan de la reconstruction se préoccupait de l'aménagement de son expansion au mieux de ses intérêts. Néanmoins, dans les pays de l'Est, engendré par le niveau d'exploitation et le contrôle répressif de l'appareil d'Etat, c'est un large mouvement de grèves ouvrières qui se produisit. Déjà, les prolétaires se livraient à un affrontement direct avec l'appareil d'Etat appuyé par l'URSS début juin 53 à Pilsen où les travailleurs tchécoslovaques avaient remis en question leur rétribution sous forme de salaire aux pièces. Une grève générale éclatait quinze jours après à Berlin-Est et se propageait rapidement dans tous les grands centres industriels de la Saxe -notamment à Chemnitz (rebaptisée aujourd'hui Karl-Marx-Stadt). Les chars russes stationnés en RDA y mettaient brutalement fin.Quelques semaines avant les événements de Hongrie, la grève des ouvriers de Poznan contre des salaires de misère, un accroissement des cadences et des hausses de prix des produits alimentaires était écrasée dans un bain de sang.

Qu'en ces différentes circonstances, les tanks envoyés pour cet écrasement du prolétariat aient été russes, tchèques ou polonais ne change rien à la chose ! Ce point d'explosion était atteint non à cause d'une simple remise en question pour les travailleurs de la politique des équipes dirigeantes mais avant tout en fonction de leur niveau d'exploitation et les "arguments" employés contre eux étaient ceux d'une contre-révolution triomphante.

Ainsi, en Hongrie, le climat d'agitation qui régnait avait déjà contraint à la démission le chef de gouvernement stalinien Rakosi en juillet 56. Ce climat entretenu par la pression des intellectuels nationalistes de l'Union des Ecrivains et des étudiants sous l'impulsion du cercle Petöfi, bascula immédiatement lors de la manifestation du 23 octobre. Dès que la police politique ouvrit le feu sur la foule massée devant la Maison de la Radio d'où venait d'être diffusée une allocution du premier ministre Gerö accusant la manifestation d'être "une tentative antidémocratique de briser le pouvoir de la classe ouvrière", tout changea.

Le mouvement de protestation contre le caractère répressif de l'appareil d'Etat auquel les ouvriers s'étaient associés en masse se transforma du jour au lendemain en insurrection armée où la classe ouvrière joua le rôle prépondérant et dont elle assuma le contrôle. En 24 heures, la grève générale s'installait dans toutes les usines et des conseils ouvriers surgissaient dans tous les grands centres industriels de la Hongrie. Formés rapidement dans les usines, ces conseils se coordonnèrent à l'échelle locale et régionale et prirent le contrôle de plusieurs stations de radio.

Les ouvriers montrèrent une combativité énorme, dressant partout des barricades, se battant à chaque coin de rue de la capitale à armes inégales contre la police et les chars soviétiques appelés dès le lendemain du début de l'insurrection par un nouveau gouvernement conduit par Imre Nagy.

Celui-ci symbolisait pour les hongrois la voie "nationaliste" au sein du gouvernement, autour de qui se cristallisa "l'opposition" anti-russe préfigurant le rôle de Dubček en 68. Mais sa mission de"conciliation" échoua. Ses appels ininterrompus au "retour à l'ordre" et à la "soumission des insurgés" restèrent sans écho. Les communiqués de la radio officielle débitant de fausses nouvelles sur "la poignée d'éléments fascistes et réactionnaires qui saccageaient les édifices publics" n'étaient, selon les témoignages, écoutés "que pour la rigolade". L'annonce de"pourparlers entamés" par le gouvernement avec l'URSS ne ralentit pas la violence des combats. Sous l'intensité de la pression ouvrière, Nagy ne pouvait jouer le même rôle qu'un Gomulka en Pologne où la résistance des ouvriers resta atomisée. Il fallait donc à la tête de l'Etat un homme directement appuyé et contrôlé par l'URSS. Il fut trouvé avec Kadar, nommé chef du gouvernement le 4 novembre tandis que 6.000 tanks russes arrivaient dans Budapest qu'ils commençaient à bombarder. Ce n'était que le début du massacre.

Ainsi se dévoilait au grand jour la nature du stalinisme. L'intervention de l'Etat pour écraser directement une insurrection ouvrière concrétisait le caractère et le sens de l'impérialisme de l'URSS : la forme stalinienne de ce capitalisme d'Etat s'affirmait comme pôle de la contre-révolution triomphante.

Les événements de Hongrie se déroulèrent alors que la classe ouvrière était partout muselée et contrôlée par la gauche et les syndicats ; en France, par exemple, ils ne suscitèrent que quelques problèmes philosophiques et moraux dans la conscience de certains artistes et écrivains pro-staliniens tels Sartre, R. Vailland, C. Roy... qui purent canaliser le trouble à travers les mêmes thèmes mystificateurs que les courants gauchistes du capital (mythes du "pluralisme démocratique" et du "socialisme à visage humain").

Dans tous les courants qui se font les plus ardents défenseurs du capitalisme d'Etat en le présentant comme "socialiste" ou "progressiste", le soulèvement du prolétariat hongrois est interprété de deux manières qui masquent son sens véritable et la réalité qu'il recouvre.

D'un côté, il est présenté comme un "mouvement contre-révolutionnaire" par les PC staliniens relayés aujourd'hui par les maoïstes qui approuvent avec la dernière énergie l'écrasement de la "contre-révolution bourgeoise" en 56 et condamnent en 68 l'intervention du "social-impérialisme russe" en fonction des vicissitudes de la politique extérieure chinoise.

De l'autre côté, la "révolution hongroise" (sic) devient le nec plus ultra du mouvement ouvrier pour la majorité des gauchistes, trotskystes et anarchistes en tête. A travers cette position, le soulèvement est célébré comme critique du "stalinisme" ou de la "bureaucratie" sous l'angle du rapport dirigeants-dirigés, remettant en cause la seule forme de direction politique de l'Etat afin de masquer le rapport économique d'exploitation et le caractère de classe des affrontements. De là émergent les mythes sur "le pluralisme démocratique" : "Il faut souligner que les conseils ouvriers ont mis l'accent sur le pluralisme des partis socialistes, situant leur action dans le cadre des conquêtes socialistes" (le trotskyste Broué dans sa présentation de documents sur "Pologne-Hongrie 56").

L'apologie des "conseils ouvriers" édifiés en Hongrie sert aussi bien aux trotskystes qu'aux anarchistes de fourre-tout dans l'arsenal mystificateur, qu'ils soient glorifiés en tant que "formes économiques" de gestion, en tant que formes spontanées de la lutte ou comme forme de rouages administratifs attelés au char de l'Etat capitaliste avec "des prérogatives qui, ouvertement politiques et administratives dépassent le cadre de la simple gestion économique et les limites de l'entreprise" (LO du 28.10.76).

quels conseils ouvriers ? 1919 ou 1956 ?

En s'organisant dans des conseils, les ouvriers hongrois ne créaient, ni n'inventaient "de nouveaux organes de lutte", selon l'expression d'A. Anderson qui développe une analyse proche de Solidarity et defeu Socialisme ou Barbarie Ils ne faisaient que reprendre la forme d'organisation ouvrière qui était celle de leur tradition révolutionnaire (1919) et de celle de tout le mouvement ouvrier.

"Socialisme ou Barbarie" s'est également plu à présenter les événements de 56 en Hongrie comme la "première révolution prolétarienne dans les pays de capitalisme d'Etat". Il est vrai que les ouvriers ont constitué l'immense masse de l'insurrection contre le gouvernement soutenu par les tanks russes.

Mais, si ce mouvement des ouvriers trouvait un sens prolétarien dans sa résistance désespérée à l'exploitation en plein creux de la contre-révolution, il est faux d'identifier la gigantesque combativité manifestée par les ouvriers avec la conscience révolutionnaire.

Cependant, plus encore qu'en Espagne en juillet 36, l'insurrection des ouvriers hongrois en 56 marquait un profond recul de la conscience prolétarienne par rapport à la vague révolutionnaire des années 20 :("Espagne 36 : triomphe de contre-révolution"- RI n°29). Alors que les ouvriers espagnols liquident en quelques jours à Barcelone les forces armées du capital, c'est essentiellement au travers de l'aide de l'appareil d'Etat hongrois (régiment de Maléter, etc.) que les ouvriers liquidaient non pas les forces armées, mais une fraction de celle-ci : la sinistre police politique de l'AVH, contrôlée par l'Etat russe. En fait, le mouvement des ouvriers est immédiatement détourné sur le terrain national, celui des intérêts momentanés du capital hongrois qui cherche à desserrer l'étau de l'impérialisme russe. Ce dévoiement devait être accentué par l'intervention de l'armée russe.

De fait, les conseils ouvriers qui surgirent à la fin d'octobre 56 pour décliner lentement sous la répression du capital russe et du gouvernement Kadar jusqu'au début de l'année 57, ne doivent pas être définis dans leur seule forme mais aussi dans leur contenu. Il est vrai que ces conseils apparurent spontanément et se généralisèrent dans tous les centres industriels de Budapest à Miskolc, regroupant l'ensemble de la classe ouvrière hongroise.

Or, comme le montrent les révolutions russe, allemande, hongroise de 17 à 19, le surgissement des conseils est l'expression dans son contenu de l'internationalisme du prolétariat et ne peut ni coexister avec l'Etat qu'il vise à détruire, ni l'appuyer : le contenu des conseils ouvriers de 56 nous est donné par deux proclamations du conseil de Miskolc présenté par les trotskystes et "Socialisme ou Barbarie" comme le plus "radical" :

- le 25 octobre 56 : le conseil de cette ville industrielle demande "un gouvernement où soient placés des communistes dévoués au principe de l'internationalisme prolétarien qui soit avant tout hongrois et respecte nos traditions nationales et notre passé millénaire".
- le 29 octobre, il exige "la suppression de l'AVH. Le gouvernement ne devra s'appuyer que sur deux forces armées : l'armée nationale et la police ordinaire" ("Socialisme ou Barbarie", supplément au n° 20).

Alors que les conseils révolutionnaires au lendemain de la 1° guerre se présentaient comme des organes politiques de la classe, expression de sa dictature, les conseils de 56 se présentent comme des comités de soutien au gouvernement Nagy. Loin de se développer sur la destruction de l'Etat capitaliste, ils s'affirment sur le terrain du renforcement de l'Etat en devenant de simples comités d'autogestion de l'économie : "Notre intention n'était pas de prétendre, pour les conseils ouvriers à un rôle politique. Nous pensions généralement que, de même qu'il fallait des spécialistes à la direction de l'économie, de même la direction politique devait être assumée par des experts" (Ferenc Töke, vice-président du Conseil Central du Grand-Budapest, Etudes n°3, Bruxelles 1960) ou encore, plus nettement, ils s'identifient à de simples conseils d'entreprise copiés sur le "modèle" yougoslave d'autogestion : "L'usine appartient aux ouvriers. Ceux-ci paient à l'Etat l'impôt calculé sur la base de la production et le dividende fixé selon les bénéfices... Le conseil ouvrier tranche en cas de conflit l'embauche et le licenciement de tous les travailleurs." (Résolution du parlement des conseils ouvriers, 31 octobre 56)

Ainsi, tout cet immense mouvement se brisait dans le cadre purement hongrois et étouffait lentement par un repli immédiat dans le cadre local ou de l'usine. D'ailleurs, au fur et à mesure que la répression s'accentuait sur les ouvriers, les conseils allaient servir d'intermédiaire au retour à l'ordre. Le conseil du Grand-Budapest - que les trotskystes se sont plu à présenter comme un nouveau "soviet de Pétrograd"- allait désamorcer le mouvement des ouvriers hongrois en négociant alternativement avec les Russes et Kadar. La conséquence allait être que les conseils, dévoyés sur le terrain nationaliste, par les négociations mêmes allaient mourir peu à peu, désertés par les ouvriers.

L'un des signes les plus probants de la fermentation révolutionnaire dans le prolétariat est l'apparition de fractions organisées et la généralisation de leur influence au sein des organes de la classe : les conseils ouvriers. Force est de constater qu'en Hongrie 56, aucune fraction n'a pu surgir du mouvement et tirer les leçons de ce surgissement dévoyé par la contre-révolution victorieuse.Si les conseils ont pu surgir en 24 heures, il n'en est pas de même des organisations politiques de la classe qui ne peuvent éclore et se développer que dans un milieu propice : la fin de la contre-révolution et l'ouverture d'une nouvelle période historique de développement de la lutte de classe. C'est donc à travers tout un long réarmement théorique forgé dans le feu du combat de classe et de son expérience historique que peut surgir cet indispensable organe de la classe : le parti prolétarien. C'est ce signe infaillible de la révolution prolétarienne, laquelle ne peut être ni hongroise, ni polonaise, mais internationale, que les disciples dégénérés du conseillisme se plaisent à nier, préférant comme Solidarity entasser toutes les mystifications autogestionnaires et faisant, comme Gramsci dans les années 20, de l'apolitisme de la classe mystifiée par le localisme et l'usinisme le summum de la révolution. Quant aux trotskystes, tels en particulier un Balazs Nagy ou un Gimes qui avaient constitué en 56 une "Ligue des ouvriers socialistes" devenue rapidement "Mouvement d'indépendance démocratique", ils ne pouvaient être que le précipité"radical" de la contre-révolution, soutien fidèle du gouvernement Nagy et se développer à nouveau en Occident en se nourrissant sur le corps sanglant du prolétariat hongrois, comme tous ces charognards gauchistes qui se sont précipités sur la tragédie de 56 et le cadavre des prolétaires pour exalter et mettre en valeur ce qui, précisément, a constitué les limites et les illusions du soulèvement. Telle sera encore leur tâche spécifique demain au milieu des combats que mènera la classe ouvrière.

Pour retrouver leur chemin de classe aujourd'hui, les prolétaires hongrois, comme ceux des pays de l'Est, ne doivent pas se tourner vers Budapest 56 -quelque héroïque que fut le combat de la classe dans ce pays, mais vers Budapest en mars 19. A ce moment,

(suite p. 8)

LE SECOND CONGRES DE R.I.

Révolution Internationale, section du Courant Communiste International, vient de tenir son second Congrès début novembre. Celui-ci s'inscrivait entièrement dans le cadre politique et organisationnel défini par le premier Congrès du C.C.I. en janvier 76 et à aucun moment nous n'avons conçu ce Congrès, tout comme la vie de R.I. en général, comme celui d'un corps séparé du C.C.I. ayant des tâches différentes de celles de l'ensemble. Le C.C.I. se conçoit et agit avant tout comme une unité internationale et non comme la "somme" de différents groupes nationaux ayant des existences séparées ; "pour la première fois de l'histoire du mouvement ouvrier, l'organisation internationale ne vient pas chapeauter des sections nationales existant au préalable mais au contraire ces sections sont le résultat de l'activité du Courant dans son ensemble, lequel s'est constitué pratiquement d'emblée à cette échelle" (1) . Si le C.C.I. conserve une organisation en sections par pays, c'est que la réalité capitaliste impose au prolétariat la nation comme cadre immédiat de sa lutte contre la bourgeoisie - nation que cette lutte devra détruire en même temps que l'Etat national. Ce n'est pas pour autant que les préoccupations dans le Congrès étaient "nationales", mais elles constituaient une concrétisation au niveau territorial de celles de l'ensemble. De plus, la présence et la participation à ce Second Congrès de camarades de tout le CCI, de délégations de World Revolution (Grande-Bretagne), Internationalisme (Belgique), Acción Proletaria (Espagne), Rivoluzione Internazionale (Italie) étaient la manifestation concrète du caractère international du second Congrès de R. I. Cela a toujours été un souci de notre part, de cristalliser le principe de l'internationalisme, acquis du mouvement ouvrier depuis la Ligue des Communistes, dans la création d'une organisation internationale unie -le CCI ; le Congrès de R.I., comme une de ses parties, marquait non seulement un moment de la vie de celle-ci mais de celle de l'ensemble du CCI.

En tirant le bilan du travail de la section en France depuis son Premier Congrès en juin 1975 , le Congrès a été amené à réfléchir sur la nature des tâches présentes des révolutionnaires et les difficultés qu'ils rencontrent dans la période actuelle.

La rupture de la continuité organisationnelle vivante avec les fractions du passé, cinquante années de contre-révolution, période de réaction la plus profonde et la plus longue qu'ait connue le mouvement ouvrier depuis le début de sa lutte et qui a chassé de la tête des prolétaires les acquis les plus élémentaires de celui-ci, enfin, l'impossibilité d'organisation permanente et l'éjection du prolétariat de la société civile dans la période de décadence, ce qui permet à l'idéologie et son cortège de mystifications de peser de tout leur poids sur la classe ouvrière, tous ces facteurs conjugués expliquent les difficultés énormes que rencontre la classe aujourd'hui et celles des révolutionnaires à comprendre leur existence-même et leur fonction. Aujourd'hui, les révolutionnaires, au travers de bien des efforts, d'hésitations et de tâtonnements, ont renoué le lien politique avec le mouvement ouvrier du passé en retrouvant les positions qu'il avait tranchées dans sa lutte contre l'ordre capitaliste, les positions de classe ; et ils ont commencé à reconstruire l'organisation des révolutionnaires emportée par la contre-révolution. Le Premier Congrès de RI en juin 75 (2) et surtout la création formelle du CCI en janvier 76 constituent des étapes très importantes dans ce processus.

Contrairement à ce que disent des groupes comme le C.W.O. en Grande-Bretagne (3), ce n'est pas une organisation "artificielle" que nous avons créée, mais une organisation basée sur une cohérence et une clarté politiques, le produit de longues années de discussion et de clarification. Et nous ne pensons pas, comme le P.I.C., qu'il est "trop tôt" pour créer une organisation internationale. Au contraire, nous pensons que la classe comme l'organisation des révolutionnaires, ont encore beaucoup à apprendre et, sur la base des conditions extrêmement difficiles de la reprise du mouvement que nous avons énoncées plus haut, d'immenses tâches se profilent devant nous. Ce qui marque aujourd'hui l'organisation des révolutionnaires plutôt qu'un volontarisme sans contenu, c'est son retard et son immaturité. et si les révolutionnaires continuent de fuir leurs responsabilités, comme le PIC et le CWO, en refusant de porter leurs efforts vers le regroupement des faibles forces révolutionnaires du prolétariat, ils ne participent pas au développement de la maturité de la classe mais ne font que renforcer la confusion.

C'est bien parce que nous sommes conscients de nos énormes faiblesses actuelles que nous insistons tant sur le regroupement des révolutionnaires et que nous oeuvrons pour la construction d'un pôle organisationnel solide.

L'immaturité de l'organisation des révolutionnaires s'exprime dans toutes les difficultés qu'elle rencontre pour définir ses tâches présentes. Les perspectives historiques que fait renaître l'activité de la classe et toute la vie politique intense qui en découle dans ses moments de lutte, amènent facilement les révolutionnaires à se laisser aller à l'enthousiasme et à l'impatience qui se cristallisent en général dans l'immédiatisme et son corollaire, le localisme. Ils se manifestent par une intervention démesurée par rapport à la réalité et à l'impact de nos idées et, souvent, la perte de vue du cadre général dans lequel situer chaque événement particulier. On se fixe alors sur une usine, une ville ou même un pays et on consacre toutes les forces à un événement partiel au détriment de l'ensemble des tâches que doivent assumer les révolutionnaires. Un tel comportement relève davantage d'une réaction événementielle que d'une activité révolutionnaire qui ne peut être que générale, c'est-à-dire, une réponse globale et cohérente. C'est pourquoi la première est par définition éphémère -apparaissant et disparaissant avec l'événement immédiat, partiel, alors que l'activité révolutionnaire est dans son essence une activité continue répondant aux exigences du mouvement et des buts historiques de la lutte de la classe.

L'autre côté de la pièce -qui souvent est le contrecoup du premier- c'est l'attentisme ; face au reflux momentané de la classe et à la désillusion qui en découle après de trop grands espoirs, les révolutionnaires comprenant que "les luttes décisives ne sont pas pour aujourd'hui", se tournent vers l'approfondissement théorique comme seule et unique activité (4) -ou simplement "attendent"- et risquent de passer à côté de nouveaux surgissements de la classe et de se retrouver à la queue du mouvement plutôt qu' à son avant-garde.

Le développement en dents de scie, selon un processus de flux et de reflux, de la lutte de la classe, ainsi que les difficultés des révolutionnaires à être clairs sur la nature de leurs tâches actuelles, laissent facilement la porte ouverte à ce type d'oscillations (5) dont l'aboutissement souvent inévitable est la disparition d'éléments et de groupes.

Mais ce sur quoi nous voulons insister, c'est l'immaturité que traduisent ces oscillations dont RI n'a pas été complètement exempte par le passé et qu'aujourd'hui encore, tout comme l'ensemble du CCI, nous rencontrons dans l'évaluation des tâches qui nous incombent. Seule la critique constante de nos propres faiblesses, le développement de la conscience de nos tâches générales, du caractère international et à long terme de notre activité présente peuvent nous permettre de les dépasser.

Dans toutes ces difficultés qui parsèment le chemin de l'organisation des révolutionnaires, ni le CCI ni RI ne prétendent avoir fait de "grandes découvertes", avoir trouvé des "nouveautés". Par contre retrouver les acquis du passé, tirer à fond les leçons de nos propres expériences, consolider ces bases que nous avons si difficilement acquises, renforcer nos capacités pour le développement de la maturation de l'organisation des révolutionnaires, telles sont les tâches que nous nous donnons et que nous présentons dans la résolution sur les activités de R.I. adoptée au second Congrès et publiée dans ce journal. La nature de nos tâches présentes est essentiellement préparatoire. Aujourd'hui les révolutionnaires forgent les armes pour les combats de la classe demain. Nous n'avons pas honte de dire que nous préparons l'avenir parce que nous avons confiance dans cet avenir et dans la classe et parce que nous avons conscience des responsabilités qui incombent aux révolutionnaires dans les luttes gigantesques que le prolétariat va mener pour le renversement de l'ordre capitaliste. Alors les révolutionnaires devront être à la hauteur de leurs tâches et leur travail d'aujourd'hui est condition de leur capacité à les remplir demain.

oOo

Le second Congrès de RI s'est penché sur l'analyse de la situation internationale (6) et nationale (dont le rapport est publié dans ce journal). Pendant l'année qui vient de s'écouler, c'est le plein coeur du système qui a été atteint par la crise, non seulement au niveau économique, mais au niveau politique. La crise du Portugal en a été la première manifestation. Ainsi, l'année dernière a été marquée par une accélération des événements qui a amené les révolutionnaires à se pencher sans cesse sur l'actualité. Sans entrer ici dans les détails de nos analyses qui sont amplement exprimées dans nos publications et en particulier dans les rapports de congrès, nous pouvons par contre tenter de tracer les grandes lignes des enseignements des débats et prises de position qui ont eu lieu l'année passée dans l'organisation. La difficulté essentielle, au sein des perspectives générales d'évolution de la situation que nous traçons, c'est d'arriver à situer le moment dans lequel nous sommes de cette évolution. Non seulement il faut éviter ce que font les "immédiatistes", de voir chaque évènement comme "la lutte décisive" qui décidera du sort de la révolution, mais encore il faut éviter de tomber dans une vision mécanique et schématique qui explique chaque aspect de la réalité par la lutte de classe en se basant sur une intepretation simpliste de la vision marxiste selon laquelle "l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte de classes". Si tel est le fondement et le moteur de l'histoire, la réalité est plus complexe et on ne peut pas ramener tout à cette explication générale en ignorant les autres contradictions qui travaillent la société capitaliste. Le système capitaliste a ses lois propres et tant que la classe ne menace pas directement l'ordre bourgeois, il continue de fonctionner sur la base de celles-ci. Aussi avons nous mis en évidence que, dans l'analyse de chaque situation, nous devons prendre en considération différents facteurs et leur poids particulier dans chaque cas : la lutte de la classe ouvrière ; la nécessaire tendance au capitalisme d'Etat dans chaque nation et les résistances qu'opposent les secteurs anachroniques de la bourgeoisie à cette tendance ; la division du monde en blocs impérialistes et les contradictions d'intérêts entre ces blocs et les nations qui les composent.

De plus, ce n'est pas à travers une situation locale et immédiate qu'on peut comprendre le moment dans lequel on se trouve, ni cette situation elle-même, mais à partir d'une vision générale et synthétique de la réalité. C'est donc à partir du cadre général que nous avons discuté de la situation actuelle en France, de ses différents aspects et de ses perspectives. Si les révolutionnaires discutent de l'actualité, ce n'est pas par intérêt sociologique ou intellectuel pour la compréhension du monde, mais toujours en fonction d'un souci d'action immédiat et ultérieur. Leur constant approndissement de la compréhension de la réalité a pour fondement leur but ultime, celui du prolétariat, la transformation de cette réalité. Dès sa naissance, le marxisme a rejeté toute conception qui tendrait à séparer théorie et pratique, pensée et action, comprendre et transformer. C'est pour déterminer en partie quel type de tâches doivent aujourd'hui assumer les révolutionnaires, c'est pour prévoir les développements futurs , c'est pour être capables plus tard de remplir notre fonction au sein de la classe en sachant évaluer le rapport de force entre les classes lors des luttes décisives, que les révolutionnaires se penchent constamment sur l'actualité.

oOo

Enfin, le Second Congrès de R.I. a discuté de la période de transition du capitalisme au communisme (7). A nouveau, nous pouvons répéter que ce n'est pas par souci académique que les révolutionnaires se préoccupent de cette question. Elle est l'objet des préoccupations du prolétariat depuis le début de ses luttes, et les approfondissements théoriques sur ce problème crucial sont des armes pour la réussite de la révolution communiste et la capacité de la classe ouvrière à réaliser la communauté humaine.

La discussion au Congrès a réaffirmé l'importance fondamentale de l'autonomie de la classe ouvrière, seule classe porteuse du communisme, seule classe dynamique de la société de la période de transition, seule classe dont l'activité aille dans le sens de la transformation sociale. En ce sens, l'Etat qui surgit nécessairement dans la société de la période de transition ne peut pas et ne doit pas être identifié à cette dictature dans la mesure où il est essentiellement organe de statu-quo social et jamais organe dynamique. Il est un "mal nécessaire" ; la dictature du prolétariat, la dictature de la classe organisée de façon autonome est,elle, la condition et le moteur de la société vers le communisme. La discussion au Congrès était essentiellement axée sur cet aspect du problème et nous ne pouvons pas présenter en quelques lignes les problèmes énormes et complexes que posent la période de transition, et le contenu des discussions. Cependant, nous voulons insister sur le cadre dans lequel s'inscrivent les débats sur la période de transition. Nous pensons que le fait que R.I. ait pu, en se prononçant sur ce problème, apporter une contribution au débat au sein du C.C.I. et de la classe dans son ensemble est particulièrement positif. Face aux questions ouvertes que pose l'histoire, les révolutionnaires ne font pas de "recettes pour les marmites de l'avenir" ; cependant, lorque l'expérience pratique de la classe jette les bases d'une compréhension plus approfondie, pour une clarification des problèmes, les révolutionnaires n'attendent pas les bras croisés que la question soit tranchée par l'histoire, mais tentent de développer leur compréhension et leurs conceptions selon une vision cohérente. Pour autant, ils ne créent pas des "frontières de classe" artificielles, uniquement déterminées dans leurs "géniaux cerveaux" comme le fait le CWO. Le matérialisme historique est basé sur la pratique, l'expérience : "c'est dans la pratique que l'homme doit démontrer la vérité, c'est à dire la réalité et la puissance de sa pensée". C'est la pratique de la classe qui a déjà donné les "grands poteaux indicateurs" que nous connaissons aujourd'hui sur la période de transition. C'est l'expérience de la Commune de Paris, de 1905 et surtout celle de la grande vague révolutionnaire des années 1920 -dont les fractions des années 30 et 40 se sont attachées à tirer les leçons- qui ont tranché, qui ont déterminé les positions actuelles du prolétariat sur cette question. Si les révolutionnaires ne savent pas reconnaître aujourd'hui une question en débat, si face à un débat ils ne trouvent d'autre attitude que de trancher à la place de la classe, quelle attitude auront-ils face aux multiples débats qui inévitablement surgiront des luttes du prolétariat demain? Attendront-ils que la réalité tranche? Trancheront-ils à la place de la réalité? Ou essaieront-ils de développer une compréhension de celle-ci et une cohérence?

C'est ce qu'essaie de faire le C.C.I. et c'est sur la base des travaux des fractions du passé et dans un cadre théoriquement cohérent qu'il tente de tirer le maximum de leçons des expériences de la classe, et de les transformer en armes pour l'avenir.

oOo

Pour nous, un Congrès et les travaux d'un Congrès ne relèvent pas uniquement de l'intérêt de l'organisation et de ses militants. Ils sont par essence une intervention dans la classe et adressés à tout militant révolutionnaire. C'est pourquoi nous publions dans notre presse l'essentiel de ces travaux et résolutions en invitant le lecteur et les militants de la classe à les suivre attentivement. Toujours nous sommes vivement intéressés aux réactions que peuvent susciter ces travaux.

NOTES

(1) "Les statuts des organisations internationales du prolétariat" Revue Internationale N°5

(2) Voir les textes du Premier Congrès de R.I. dans R.I. N°17

(3) Sur les positions du CWO, lire "l'organisation des révolutionnaires" dans R.I. N° 27 et N° 28.

(4) Comme le GLAT qui se consacre actuellement entièrement à l'étude académique du capital (ou de la médecine du capital!).

(suite p. 8)

RAPPORT SUR LA SITUATION EN FRANCE

La France, à qui les économistes promettaient au début des années 70 le 3ème rang mondial pour 1980, vient rejoindre le groupe des laissés pour compte de "l'expansion" parmi les pays industrialisés. En Europe, la Grande-Bretagne avait ouvert la voie dès 1967; depuis, elle a été rattrapée par le Portugal et la Grèce et par ces pays dont on vantait la "croissance" et dont on louait le "miracle" économique : l'Italie et l'Espagne. L'évolution de la situation en France illustre l'évolution de la situation de la crise au niveau mondial.

inefficacité des mesures économiques

La France, dotée sous De Gaulle d'un exécutif fort au détriment du parlement, d'une intervention croissante de l'Etat issue de la guerre d'Algérie, a pu résister un peu mieux et retarder, par rapport aux pays déjà touchés, les assauts répétés de la crise. Mais aujourd'hui, elle connaît à son tour les mêmes symptômes que, dans l'euphorie des derniers feux de la "croissance", elle croyait réservés à ses voisins. La bourgeoisie française a été d'autant plus surprise que la brutalité de la crise a été à la mesure du "miracle" qu'on lui promettait. Au contraire de la bourgeoisie allemande, par exemple, qui, dès 1974, prend des mesures draconiennes d'assainissement de son économie (plan de refroidissement et ralentissement de sa croissance, expulsion de tous les travailleurs immigrés) la bourgeoisie française va se contenter de mesures "techniques" à très court terme pour tenter d'atténuer les difficultés successivement mises au compte de la "crise du pétrole", de la "conjoncture" ou dernièrement de la "sècheresse".

Dès 1972, alors qu'on parle encore de la "croissance", des premières mesures timides sont prises, ouvrant une série de plans et de contre-plans qui vont se succéder à un rythme de plus en plus rapproché. En 1973, ce sont les mesures de restriction ; en 1974, le plan de refroidissement de l'économie ; en 1975, le plan de relance et cette année le plan "anti-inflation" d'austérité. D'un rythme de plan tous les cinq ou six ans pour contrebalancer l'oscillation permanente entre inflation et récession (1959, 1963, 1969, 1974), c'est à une cadence qui atteint un par an que la bourgeoisie tente de pallier à ces effets accélérés exprimant le rétrécissement croissant du marché mondial. Aujourd'hui, ces mesures de refroidissement-relance n'arrivent plus à enrayer l'aspect combattu, mais par contre exacerbent l'aspect contraire momentanément négligé. En 1976, le plan de relance de l'automne dernier, s'est révélé inapte à résorber l'excédent de chômage (1,3 millions) et à enrayer les faillites ; quant aux exportations, elles ont continué de baisser. Seule l'inflation a été ... relancée. Dès mars, le franc se dévaluait de 5 % et depuis juillet on assiste à une dégradation lente de la monnaie. Du coup, c'est à l'inflation que le nouveau plan prétend vouloir s'attaquer. En mettant à la tête du gouvernement un "spécialiste" d'un domaine historiquement condamné, l'économie, la droite de l'appareil politique français actuellement au pouvoir poursuit cette même politique de "navigation à vue", de mesures pragmatiques de plus en plus évidemment inefficaces. Il en sera du plan actuel comme des autres : le "bout du tunnel" cette année encore entrevu par les"experts" reste toujours aussi lointain et on en parlera de moins en moins.

les trois axes imposés par la crise

L'impossibilité de trouver de nouveaux débouchés s'est soldée par les échecs des tentatives de "marché du siècle" (équipement des armées de l'Europe du nord) et autres "fabuleux contrats" pour la plupart dénoncés ayant d'avoir été signés -avec l'Iran notamment. La tutelle américaine qui, depuis la "crise du pétrole", s'impose de plus en plus aux "alliés" européens, ne leur laisse aujourd'hui comme part de marché que la portion congrue d'autant plus maigre que la crise s'amplifie, mais d'autant plus vitale qu'elle est la dernière ouverture à l'exportation.

Pour la bourgeoisie, le "rêve gaullien" d'une "indépendance" face aux deux grands blocs s'éloigne. La conférence de Rambouillet, à l'initiative de Giscard, ou celle de Porto-Rico, totalement inefficaces sur les justifications qui en ont été données, ont essentiellement exprimé la nécessité du regroupement des intérêts capitalistes autour de leur bloc de tutelle. La bourgeoisie française ramène ses ambitions à n'être que la mouche du coche du bloc américain, espérant obtenir ainsi des plus grands le droit de préserver ses restes de compétitivité. C'est ce rôle qu'ont joué la proposition française d'intervention militaire au Liban, la visite d'Assad à Paris qui a servi d'intermédiaire à l'évolution de la politique syrienne vers le camp américain.

Le rythme de ce regroupement est déterminé par les coups de boutoirs de la crise et les choix par l'interdépendance économique existante. C'est notamment la grande dépendance des économies françaises et allemandes qui oblige la France, en resserant ses liens avec ses "partenaires" à se soumettre plus encore au bloc occidental. Ceci se traduit sur le plan militaire et stratégique par une réadéquation des buts et objectifs de l'armée en fonction de cette nécessité. Le débat sur la "défense nationale" et l'abandon de la politique de "défense tous azimuts" les déclarations sur le fait que l'armée pourrait intervenir sur la frontière est-allemande en cas de conflit ont marqué chaque fois un pas de plus vers la guerre généralisée qui s'imposerait si le prolétariat était maté.

Cette situation du capital national français sur l'échiquier mondial est encore aggravé par la subsistance dans ce pays de structures arriérées. Ces secteurs de l'économie, les premiers touchés à la fois parcequ'incapables de faire face à une concurrence de plus en plus acharnée et parcequ'ils constituent un affaiblissement que l'Etat voudrait éliminer, sont encore importants en France. Les petits paysans, dont le revenu a baissé de 15 % en un an, les commerçants, les petites entreprises, de façon générale les couches moyennes liées à la petite production ou incapables d'être insérées dans la production (comme les étudiants) ont réagi vivement. Elles ont toutes été l'objet cette année de mesures visant à éliminer les aspects parasitaires et anachroniques dont le côté globalement improductif grève d'un poids supplémentaire l'économie en crise.

Enfin, tenter de se maintenir dans la concurrence impose la réduction des "coûts salariaux" -comme le dit pudiquement la bourgeoisie-, c'est à dire du capital variable contenu dans chaque marchandise, de tout ce qui est nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la force de travail. De là les attaques contre la classe ouvrière, essentiellement par l'inflation qui touche principalement les biens de consommation courants, mais aussi la proposition de diminution de l'allocation de chômage, l'augmentation des cotisations de "sécurité sociale" et des impôts ("impôt sécheresse"), ont augmenté.

l'incapacité de la Droite

Dans ces trois domaines où la politique de la bourgeoisie est contrainte de s'orienter, la France a connu une évolution caractéristique dans son rythme et dans ses choix de ce qu'on rencontre à l'échelle mondiale :

- maintenir sa place dans la concurrence internationale ;
- éliminer les secteurs faibles de l'économie nationale ;
- réduire le niveau de vie de la classe ouvrière.

Dans ces trois domaines, la fraction de droite actuellement au pouvoir s'est heurtée à des difficultés et des résistances inhérentes à la composition même de cette "majorité" héritée de la fin de la période de reconstruction, résistances qui ont ouvert la porte aux premiers signes d'une crise politique, corrolaire de l'approfondissement de la crise économique.

Les contradictions inévitables entre la défense du capital national contre les autres capitaux nationaux et la faiblesse croissante de clui-ci, qui pousse à une soumission croissante à un des blocs, s'est traduite par l'élimination et la dislocation progressive du "gaullisme" nostalgique de la politique de la France des années 60, et par un glissement de plus eb plus affirmé vers les tendances plus ouvertement pro-américaines comme le "centre" et autres "réformateurs".

L'élimination des secteurs improductifs du point de vue de l'économie nationale s'est heurtée aux anachronismes qui nourrissent encore la "majorité" actuelle qui s'appuie sur une clientèle électorale composée en grande partie d'une somme d'intérêts particuliers que l'intervention croissante de l'Etat vise à éliminer. Le gouvernement s'est trouvé prisonnier entre le marteau et l'enclume : prendre des mesures de "rationalisation" d'une part, ménager son électorat d'autre part. En tentant d'éliminer la petite production et les profits "spéculatifs", il s'attaque à ceux-là même qui le soutiennent. Les remous provoqués au moment de la timide loi sur les "plus-values" ou les discussions sur "l'impôt sur la fortune" ou sur "le capital", dévoilent les résistances des couches flouées par la crise mais qui par leur position dans la production ne peuvent aspirer qu'à un retour en arrière. Issu de la décolonisation, ce pouvoir qui a pu servir momentanément à redonner une cohésion à l'Etat dans un contexte de maintien de semblant de croissance s'avère usé et inapte à mettre de l'ordre dans ses affaires "privées".

Enfin, l'attaque contre les conditions de vie du prolétariat, qui nécessite pour son application d'avoir au sein de la classe ouvrière une crédibilité et une possibilité de la faire accepter, c'est à dire le langage adéquat pour la présenter "dans l'intérêt" des ouvriers et l'appareil d'encadrement pour leur imposer, se heurte là aussi à l'incapacité de l'équipe au pouvoir. Son représentant, Giscard, a plus un air de cour royale que d'atelier, et n'a par conséquent aucune crédibilité par rapport au monde du travail

C'est essentiellement dans ces deux domaines que le gouvernement actuel, malgré une évolution réelle par un saupoudrage de mesures "picorées" dans le programme commun de la gauche -la pilule, la majorité à 18 ans, la taxation des plus-values, et même aujourd'hui la nationalisation éventuelle de Dassault- s'avère être de moins en moins apte à "gouverner comme auparavant". Face à cette incapacité, la bourgeoisie, en tentant de contenir les effets économiques et parce qu'elle ne peut affronter ouvertement les réactions sociales essaie de s'assurer une transition lente et sans rupture brutale vers la gauche, de façon générale moins liée à de des intérêts"particuliers" retardataires et certainement plus pate à mystifier et encadrer les ouvriers.

l'évolution vers la "Gauche"

Le rythme de cette évolution dépend pour une part importante du rythme de la crise. Lorsqu'elle s'accélère, des secteurs de plus en plus importants se rallient à l'idée de la gauche au pouvoir; Les chefs d'entreprise rencontrent Mitterand à la télévision, le considérant déjà comme l'homme qui succèdera à un quelconque Barre qui pour sa part, à peine nommé, est déjà défaillant. Le Wall Street journal, journal des hommes d'affaires new-yorkais, tourne en dérision dans ses colonnes le plan actuel du gouvernement et prône la gauche au pouvoir pour la France.

Les subites secousses de la Bourse et la baisse du franc inquiètent au point qu'on parle d'un mercredi noir et poussent également dans ce sens. Les retardataires de la "droite" qui voient la cause de ces symptômes dans la menace de la gauche alors que ce sont au contraire ces symptômes qui obligent à aller vers la gauche, sont de moins en moins influants. Chirac et les partisans d'élections anticipées ont été écartés. Giscard tient à ce que les choses aillent jusqu'au bout pour tenter de garder le contrôle de la situation : il joue sur le "social", le "consensus national", n'agresse pas ouvertement la gauche, en appelle au populisme avec "Marianne et Gavroche",etc. La tendance est au jeu le plus "légal" possible, au "principe de l'alternance" et c'est aussi le souci de la gauche sur une transition "démocratique" et menée à son terme, concrétisé par les élections législatives de 1978. Mitterand refuse également des élections anticipées, assuré que"l'heure viendra" et s'inquiète de l'aggravation de la situation qui risquerait d'avancer l'échéance offerte par le calendrier.

Le facteur qui risquerait de perturber les plans de la bourgeoisie, et qu'elle craint, c'est celui de la "paix sociale" et c'est l'assurance de la part de la gauche de cette "paix sociale" qui convainct peu à peu une majorité de la bourgeoisie de cette nécessité d'évoluer. Ce sont les luttes ouvrières dont des sursauts toujours possibles montreraient la faiblesse de la bourgeoisie si cette dernière était contrainte de transgresser son calendrier, que la gauche du capital se propose d'atteler au char de l'Etat. Depuis la reprise des luttes en 1974, le cours a été à un émiettement systématique et ordonné par les syndicats, qui ont réussi sans trop de heurts à faire reprendre le travail à chaque débrayage et sans aucune contre-partie, en multipliant pétitions, en organisant cortèges et processions, rallyes et "fêtes", ouvrant partout la porte à la répression et aux sacrifices qu'impose le capital.

Le mécontentement et l'inquiétude grandissants face aux échecs des réactions à la dégradation de la vie doivent être canalisés. La liste des expériences est longue et les "brillantes victoires" se sont ternies : Lip, à nouveau en faillite, aux PTT, rien n'est changé, à Renault, les licenciés sont toujours sur le pavé, les multiples petits frères de Lip, après le "victorieux redémarrage de l'usine", referment et relicencient dans l'apathie générale (Big Chief, Grandin, les Tanneries, etc...). Si la gauche à l'oeuvre dans ces expériences, ne suscite guère d'enthousiasme, tant qu'il subsiste la possiblité de rejeter les responsabilités sur le dos de fantômatiques "milliardaires" et autres "vingt familles", il subsiste un facteur de remise en question du gouvernement actuel pour masquer la nécessité de remise en question du système actuel. Et c'est là un facteur de plus dans la détermination d'une évolution progressive dévoyant la combativité vers les élections et l'espoir illusoire que la gauche viendra résoudre les problèmes si les ouvriers lui font confiance. Avec ces élections, la perpective est à la surenchère à "l'union de la gauche" et autres "fronts populaires", dont la contre-révolution a soigneusement gommé le rôle de briseurs de grève et d'embrigadeurs pour la guerre.

L'opposition entre droite et gauche, si elle recouvre des divergences réelles, tend à s'estomper au fur et à mesure des réactions du prolétariat. Elle sert essentiellement de paravent permettant de détourner l'attention sur la "gestion" pour éviter de se poser la question sur ce qui est géré, de parler de mauvaise organisation de la société pour éviter la question de la nature de classe de la société. Elle permettra ultérieurement, une fois la gauche au pouvoir, de tenter de paralyser toute vélléité de lutte des ouvriers contre les "sacrifices exigés" en dénonçant les ouvriers comme la "réaction".

Jusqu'aux élections législatives de 1978, et avec le "relai" que constituent les élections municipales de 1977, la classe ouvrière en France va trouver en face d'elle toutes les fractions de la "palette" politique, qui va de la droite aux gauchistes, pour la tenir en haleine dans l'espoir d'un "changement" de la situation grace à l'"arme" des élections.

Tant que la gauche ne sera pas au pouvoir, il subsistera encore parmi le les ouvriers des illusions. Les deux aspects fondamentaux pour comprendre aujourd'hui la perspective, les expériences du prolétariat, à la fois historiquement et internationalement, ne peuvent encore apparaître clairement. D'une part, la bourgeoisie et ses politiciens de droite comme de gauche, racontent l'histoire en fonction de leurs intérêts, ceux du capital ; ainsi, les expériences dramatiques de l'entre-deux guerres notamment, celle des "fronts populaires" (France, Espagne, etc.) sont présentées vidées de leur véritable signification, celle d'un embrigadement derrière la bourgeoisie nationale frayant le chemin à la guerre. D'autre part, les expériences actuelles du prolétariat confronté à la gauche du capital dans de nombreux pays (Grande-Bretagne, Portugal, etc. ou encore, pays de l'Est) sont toujours expliquées comme spécifiques à chacun de ces pays pour y opposer une voie qui serait elle aussi"spécifique"à la France, détournant l'attention des prolétaires vers les intérêts du capital et le cadre national.

La gauche, en se réclamant de la classe ouvrière, dresse des obstacles à la compréhension par le prolétariat de ce caractère historique et international de sa lutte. En premier lieu, tant que les ouvriers ne seront pas confrontés une nouvelle fois à cette expérience, ils ne pourront en tirer toutes les leçons que l'histoire a déjà données.

Dans sa tentative de préservation de l'économie nationale, la bourgeoisie a

(suite p. 8)

RESOLUTION SUR L'ACTIVITE DE R.I.

I. La situation générale dans laquelle prend place l'activité actuelle de l'organisation se caractérise par un développement lent de la crise économique du capitalisme, un cours en dents de scie de la lutte de classe et par les séquelles de 50 années de contre-révolution.

Le premier de ces facteurs implique que nous ne sommes pas encore à la veille des affrontements décisifs et par conséquent que nos tâches présentes doivent se concevoir dans une perspective à long terme.

Le deuxième de ces facteurs, le cours irrégulier de la lutte de classe, va imposer à l'organisation toute une série de secousses. Celle-ci devra être capable de faire face aussi bien aux périodes de creux qu'aux surgissements brusques de la classe. La capacité de l'organisation à affronter les périodes de creux passe par une compréhension approfondie du caractère à long terme de nos tâches, compréhension non seulement théorique mais se traduisant dans la pratique quotidienne de l'organisation par une série d'habitudes de travail et de raisonnement réduisant au maximum les dangers de démoralisation de la part des membres les moins formés de l'organisation.

Face aux surgissements brusques de la classe, l'organisation devra se garder de tout affolement. Le meilleur moyen de faire face à ces irrégularités de la combativité prolétarienne consiste dans un travail le plus régulier possible et le plus systématique possible. Un travail par à coups de l'organisation est l'ennemi de sa capacité à faire face aux à-coups de la situation.

Le troisième de ces facteurs, la profondeur et la durée de la contre-révolution dont nous sortons, se traduit par la disparition de toutes les fractions qui s'étaient dégagées de la troisième internationale au moment de sa dégénérescence, ce qui a privé la classe du pôle de regroupement du futur parti et qui fait peser sur les courants révolutionnaires, qui réapparaissent, le poids d'une cruelle inexpérience et fragilité. La préoccupation essentielle de l'heure qui doit animer et orienter toutes nos activités est donc la création d'un pôle de regroupement international des forces et éléments révolutionnaires que la reprise prolétarienne fait surgir.

II. La création et la solidification d'un tel pôle passent à la fois par un renforcement politique, organisationnel et par la présence politique du courant.

Le renforcement de la capacité politique générale passe par un approfondissement constant de nos positions et de nos analyses en liaison avec le développement de la situation. L'organisation doit se donner les moyens de discuter à fond les problèmes qui surgissent en son sein et devant la classe, non dans une optique académique mais afin de pouvoir remplir au mieux les tâches pour lesquelles elle a surgi. Elle doit garder en vue le fait que tout débat doit être un moyen de renforcement de l'homogénéité et de la cohésion de l'organisation et non d'affaiblissement et de division de celle-ci.

Le renforcement organisationnel doit se traduire par une meilleure compréhension, non seulement formelle mais aussi effective, du centralisme. Les différentes parties de l'organisation ne doivent pas concevoir les organes centraux comme des institutions de "maintien de l'ordre" ou desquelles il faut tout attendre. Elles doivent au contraire les aider au maximum dans l'accomplissement des tâches pour lesquelles ils ont été nommés. L'unité de l'organisation se traduit par un rapport réciproque entre les organes centraux et l'ensemble des militants. Si sans le soutien constant des sections et des membres ces organes sont incapables de faire face à leurs tâches, chacune des parties ne peut exister et se maintenir que grâce à l'appui de l'organe central.:.

Le renforcement de la présence politique de l'organisation doit être fondamentalement axé sur un effort de plus en plus sérieux et systématique de diffusion des publications du C.C.I. Les différentes sections doivent poursuivre et accentuer ce travail de vente du journal devant les entreprises, les meetings et les manifestations...

Enfin, ce renforcement de la présence politique doit s'appuyer sur la tenue de réunions publiques et de permanences là où existent déjà des sections, mais aussi dans les villes importantes où la proximité d'une section ou l'existence de contacts le permet.

Dans la tenue de réunions publiques la régularité est un des éléments essentiels qu'il faudra prendre en compte.

III. Dans l'ensemble des activités de la section en France du C.C.I., deux préoccupations devront constamment rester bien en vue :

-le caractère international du travail dans lequel s'insèrent les activités.

-le fait que ces activités ne doivent pas être conçues en fonction de résultats immédiats mais comme préparation aux responsabilités immenses auxquelles devra faire face l'organisation dans les affrontements de classe qui se préparent.

RAPPORT SUR LA SITUATION EN FRANCE

(suite de la p. 7)

besoin d'un "consensus", c'est-à-dire d'une atténuation des oppositions de classe qui ne peut se faire qu'au détriment de la classe ouvrière. Et plus celle-ci se montre comme facteur de trouble dans ce "consensus", plus la bourgeoisie est amenée à lui opposer ses fractions de gauche qui aujourd'hui peuvent rejeter les "responsabilités" sur la droite et les rejetteront d'autant plus lorsqu'elles seront au pouvoir. La mise en avant permanente de l'objectif des élections accompagne le sabotage systématique et l'émiettement de toutes les grèves qui surgissent du mécontentement et de l'inquiétude actuelles. Les actions de carnaval se multiplient sous les slogans d'une gauche de plus en plus nécessaire au capital. Dans cette politique, les gauchistes, des trotskystes aux anarchistes, préparent leur rôle de future opposition "critique" et "loyale" au nouveau gouvernement, toujours prêts à mettre au rancard la critique au nom de la lutte du moindre mal contre la "réaction". Tout comme aujourd'hui, par leur jeu syndical et électoral, ils servent à ramener vers ces institutions capitalistes les éléments qui commencent à s'en détourner, ils serviront demain à désarmer les ouvriers par un "radicalisme" toujours tempéré par les "tactiques" qui dévoilent leur véritable nature capitaliste.

Le décalage existant aujourd'hui entre le niveau de la crise et celui de la lutte de classe au niveau mondial se retrouve en France aujourd'hui comme dans la plupart des pays. Le mûrissement de la série de défaites qui ont succédé au ressurgissement des années 1969-70 pose le problème de l'ouverture de véritables perspectives pour la lutte de classe.

LE SECOND CONGRES

(suite de la p. 6)

(5) Sur cette question, lire "Présentation du Premier Congrès du C.C.I.", dans la Revue Internationale N° 5 et "Les tâches présentes des révolutionnaires" (2ème partie) dans R.I. N° 28.

Nombreux sont les exemples qui confirment la difficulté à comprendre la nature continue, générale du travail révolutionnaire, seule thèse à expliquer la disparition de tant de groupes en France pendant cette dernière décade. Quelle autre explication en effet, peut-on avancer pour la disparition successive du "22 Mars", des Situationnistes, de "Pouvoir Ouvrier", d'"ICO", de "Rouge et Noir", de "La vieille taupe", de la "Gauche Marxiste", du "Mouvement Communiste", de l'"OCL", d'"Une Tendance Communiste", d'"Union Ouvrière" ?

(6) Les textes du Congrès sur la "Situation Internationale" paraîtront dans la Revue Internationale n°8. (Déc. 76)

(7) Le rapport et la résolution du Congrès sur cette question seront publiés dans la Revue Internationale n° 8. (Déc.76)

HONGRIE 56

(suite de la p. 5)

qui s'inscrit dans la vague révolutionnaire, la fraction hongroise du prolétariat mondial prend le pouvoir et instaure sa dictature sur les ruines fumantes de l'Etat bourgeois par la constitution d'une armée rouge qui porte secours aux ouvriers slovaques en juin et leur donne appui pour un court temps à la constitution d'une éphémère république slovaque des Conseils.

Aujourd'hui, pour les ouvriers hongrois, c'est de Budapest 1919 qu'ils doivent tirer les leçons positives pour la dictature internationaliste du prolétariat en les confrontant aux leçons négatives de 56, ultime étape du calvaire du prolétariat mondial écrasé par la plus longue contre-révolution de l'histoire. Aujourd'hui, avec les ouvriers hongrois, les prolétaires du monde entier doivent faire leur cette phrase du dirigeant de l'armée rouge hongroise, Tibor Szamuelly : "NOTRE BUT ET NOTRE TACHE, C'EST L'ANEANTISSEMENT DU CAPITALISME".

Ch.-Y.D.

USA LA FOIRE ELECTORALE

(suite de la p. 1)

trust"qui les dirigent dans leur campagne électorale qu'ils s'intéressent.

La similitude des programmes avancés par les fractions de la bourgeoisie qui se sont opposées dans les élections américaines ne fait qu'exprimer une loi générale du capitalisme : plus une économie est puissante, plus ses besoins s'imposent avec force aux différentes fractions de la bourgeoisie. Ce qui va différencier les fractions concurrentes ce ne sont pas tant leurs options, que leur capacité de les réaliser.

De ce point de vue, le parti démocrate face à un parti républicain usé par le pouvoir et déconsidéré par le "scandale" Watergate, est mieux à même de réaliser le consensus national nécessaire à la meilleure gestion du capital national. Fort de l'appui des syndicats et du contrôle que ceux-ci exercent sur les travailleurs, de celui de secteurs importants de l'activité économique, le gouvernement démocrate, sûr de l'appui du Congrès est mieux à même de faire face aux tâches qui l'attendent aussi bien en politique intérieure, qu'extérieure.

Ces élections se soldent donc par une opération réussie pour le capital américain qui a placé au gouvernement fédéral la fraction la plus apte à assumer cette charge. Mais, comme on l'a vu, il serait faux de croire que ce changement va impliquer de profonds bouleversements de l'orientation de la politique américaine. L'activité du futur gouvernement veut s'inscrire dans la continuité de celle du précédent parce qu'elle correspond aux besoins du capital national américain encore assez peu touché par la crise : au niveau intérieur, une tendance toujours forte à un contrôle plus strict de l'Etat sur l'économie, au niveau de la politique étrangère, un renforcement du bloc occidental dans la continuité, sinon par les méthodes du moins par l'esprit de la politique de Kissinger. Contrairement aux craintes ou aux espoirs des autres bourgeoisies nationales, ce n'est pas un changement d'équipe qui bouleversera les orientations de la politique américaine, dont le cours suivra les nécessités imposées par la crise au capital, fut-il celui qui a le plus de capacité à y résister.

J. J.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales-et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

